

# RECIT

d'un territoire en transitions



Corbigny



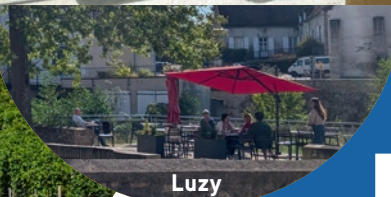
Lormes



Brassy



Clamecy



Luz

**Lormes**  
et son pays  
(58)



P. 4 > 5

## Le pouvoir d'agir par l'expérimentation



P. 6 > 11

## Le Morvan Un territoire d'attachement et de dynamisme



P. 12 > 43

“Expérimenter,  
c'est imaginer,”  
*Nietzsche*”

- 13 > 16 **EXPÉRIMENTER,  
C'EST IMAGINER LES CONDITIONS D'UN CENTRE-BOURG REDYNAMISÉ**
- 17 > 19 **EXPÉRIMENTER,  
C'EST PROPOSER DES EMPLOIS À LA MESURE DE CHACUN**
- 20 > 25 **EXPÉRIMENTER,  
C'EST ANIMER UNE FORÊT 100 % CITOYENNE**
- 26 > 27 **EXPÉRIMENTER,  
C'EST PENSER L'INCLUSION PAR LE NUMÉRIQUE**
- 28 > 30 **EXPÉRIMENTER,  
C'EST RÊVER D'UN TERRITOIRE INCLUSIF**
- 31 > 33 **EXPÉRIMENTER,  
C'EST PORTER ATTENTION AUX PLUS ÂGÉS**
- 34 > 37 **EXPÉRIMENTER,  
C'EST COOPÉRER POUR RESTER MOBILE**
- 38 > 40 **EXPÉRIMENTER,  
C'EST REVENIR AU GOÛT LOCAL**
- 41 > 43 **EXPÉRIMENTER,  
C'EST TRANSMETTRE DES SAVOIRS**



P. 44 > 45

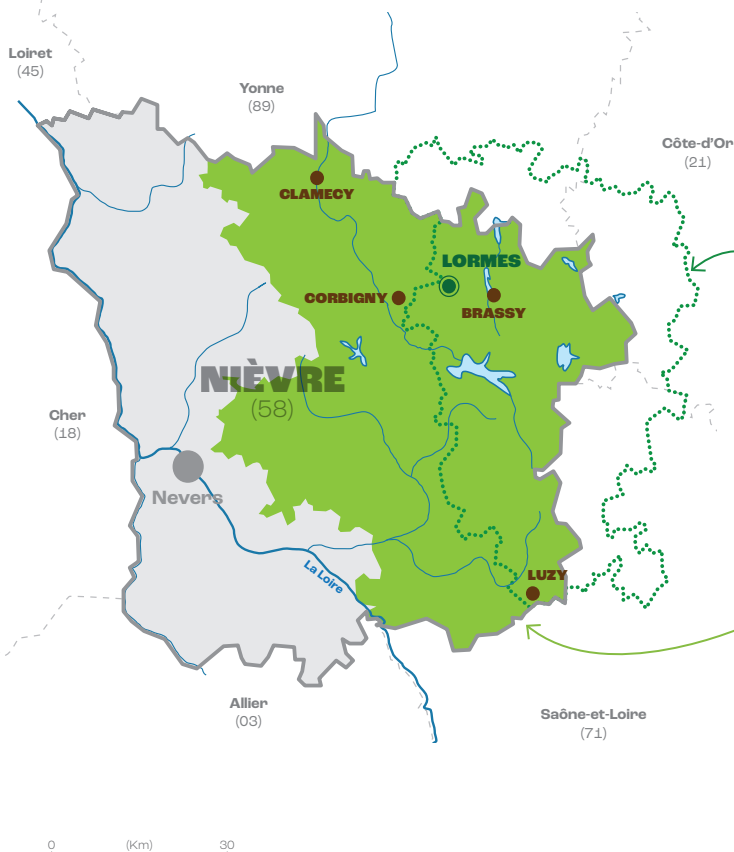
## Conclusion



## LE PROJET ALTERRE BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

En mobilisant ses compétences d'observation du territoire et d'animation de réseaux, Alterre, agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable en Bourgogne-Franche-Comté, permet aux acteurs territoriaux de s'approprier des éléments de connaissance et de décrypter les enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Nous avons choisi de raconter les transitions sociaux-écologiques de ce territoire par le prisme de l'expérimentation et nous verrons à travers les pages de ce Repères Récit, certains exemples marquants de ces initiatives locales, des rencontres inspirantes, des mutations en cours qui permettent d'envisager le territoire de demain.



### LE PARC NATUREL RÉGIONAL DU MORVAN

67 903 habitants

133 communes

3 villes partenaires

3 249 km<sup>2</sup>

Président : Sylvain Mathieu

4 vice-présidents

### LE PAYS NIVERNAIS MORVAN

5 communautés de  
communes à l'est de la  
Nièvre

196 communes

Président : Christian Paul

2/3 du territoire de la  
Nièvre pour 1/3 de la  
population



# Le pouvoir d'agir par l'expérimentation

Une expérimentation est une méthode consistant à tester une idée dans des conditions données, afin d'observer et de mesurer les effets produits.

À Lormes mais aussi sur le territoire Nivernais Morvan, c'est en s'appuyant sur cette définition large qu'ont été semées de multiples graines pour **« tester des petits projets avec moins de moyens, des projets éphémères, pour voir si cela prend, si c'est utile et si ça donne envie aux habitants »** comme l'indique Laura Buck, cheffe de projet Alimentation, Mobilités au Pays Nivernais Morvan.



*« L'expérimentation permet parfois de tester des intuitions ou de préparer des changements à plus grande échelle. »*

**Christian Paul**, maire de Lormes

Une approche par l'expérimentation permet d'aborder l'ensemble des thématiques des transitions, au pluriel : la transition démographique, écologique, sociale mais aussi démocratique. Ici, institutions et habitants sont force de proposition. Nadège Dupont, directrice du Pays Nivernais Morvan, souligne : **« Les collectivités, les**

**associations, les groupements citoyens et les entreprises qui auraient une bonne idée pour le territoire, qu'elles souhaiteraient voir développées pour tester un nouveau service, tester un nouvel usage d'un lieu qui est à l'abandon »** peuvent être accompagnées.

Un exemple concret est l'installation d'un bistrot dans une ancienne école de Lormes, soutenu par un restaurateur lyonnais après le confinement.

Les projets se multiplient aussi à Luzey, gros bourg situé au sud du Pays Nivernais Morvan. **« Nous avons essayé de cerner tous les sujets avec des réunions de quartier, avec les commerçants, les jeunes, les assistantes maternelles, les écoles »** raconte Jocelyne Guérin. Et ces collaborations multi-acteurs continuent tout au long des projets : **« On est sans arrêt ensemble, poursuit-elle, il n'y a pas une semaine où on ne se retrouve pas, que ce soit au centre social, au collège, à l'école, la CAF<sup>1</sup>, la MSA<sup>2</sup>, la mairie. On travaille sur de l'animation et sur des suivis de personnes, on va chercher de l'argent, on bâtit des projets, on remporte tous les appels à projets ! »**

Grâce à l'enthousiasme suscité par ces espaces de coopération et de tests, l'échec n'est pas perçu comme une fin, mais comme une opportunité d'ajuster les projets. C'est précisément le principe de l'expérimentation que de reposer aussi sur le droit à l'erreur.

<sup>1</sup> Caisse d'allocation familiale. <sup>2</sup> Mutualité Sociale Agricole

C'est ce que retiendra Benoit L'Hermitte, après son départ du poste de coordination de l'expérimentation TZCLD<sup>3</sup> regroupant les Entreprises à But d'Emploi et les Comités Locaux pour l'Emploi : **« J'ai eu énormément de plaisir à travailler au Pays avec cette culture de la mise en test. Ça vous permet de ne pas gérer l'échec comme quelque chose de dévastateur, mais au contraire de permettre d'aller un peu plus loin. »** Ainsi, expérimenter, c'est parfois utiliser l'échec pour avancer : **« on teste et si ça ne marche pas, au moins on saura pourquoi. Et donc, oui, il y a des choses dont on peut dire qu'elles n'ont pas encore fonctionné parce que ce n'est pas complètement abandonné »** nuance Justine Bouteille-Maréchal.

Le dispositif "Permis d'expérimenter" incarne cette philosophie comme le rappelle la directrice du Pays Nivernais Morvan. Il permet de comprendre qu'il n'y a pas vraiment d'échec, juste des projets à adapter, ajuster, affiner au fur et à mesure : **« Quand on vérifie avec les habitants et les futurs usagers d'un service comment il va être utilisé, on peut se rendre compte s'il est assez mal pensé ; donc non, ce n'est pas un temps inutile. »** Et dans cet état d'esprit, les projets qui réussissent peuvent ensuite servir de base à d'autres initiatives, créant ainsi une dynamique : **« À l'issue, il peut y avoir plusieurs options. Si l'expérimentation ne marche pas - parce que ce n'est pas une bonne idée, que ce n'est pas le bon territoire ou qu'il n'y a pas les conditions nécessaires -, ce n'est pas grave, on a le droit à l'erreur. Parfois on arrête, mais on essaie plutôt d'aller vers d'autres options : on réoriente un peu l'idée de départ et ensuite, on la met en œuvre. »**

Ce processus est particulièrement pertinent dans des zones comme le Morvan, où l'attractivité du territoire passe souvent par l'expérimentation. Les habitants y viennent d'abord en vacances, puis achètent une résidence secondaire, et finissent par s'installer. Réussir à « passer l'hiver » devient le test ultime pour s'ancrer durablement.




Avec un budget de 320 000 euros sur trois ans, plusieurs projets sont testés chaque année, et ceux qui passent l'étape des premières tentatives peuvent se développer à plus grande échelle. Ce processus d'essais et de réajustements, conjugué à une forte coopération entre différents acteurs, stimule la créativité et l'énergie des habitants, favorisant l'attractivité et le développement soutenable du territoire. La sélection des projets est donc un enjeu important, avec un nombre de candidatures supérieur à la capacité de financement du dispositif.

**Finalement, l'expérimentation devient un moyen de passer de petites idées à des transformations plus larges et durables pour la communauté.**

<sup>3</sup> Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée






*Le Morvan, avec ses forêts,  
ses lacs et ses routes sinueuses,  
**attire de plus en plus de nouveaux habitants,**  
notamment des anciens citadins comme Laura Buck.  
Ces derniers soulignent **la beauté des lieux, leur côté  
préservé et l'authenticité du territoire,**  
bien loin de l'urbanisation moderne.*

# Le Morvan **Un territoire d'attachement et de dynamisme**

Etang des Vernois près du village de Brassy



*« C'est un territoire très attachant, ça fait 15 ans que j'y habite. C'est un peu magique avec cette forêt où on respire. Quand il fait chaud ailleurs, ici on est bien. Quand l'hiver est pluvieux ailleurs, ici, il peut y avoir de la neige. C'est un territoire où on est vraiment bien partout ».*

Des récits comme celui de Justine Bouteille-Maréchal illustrent l'attrait profond de cette région, qui offre un cadre de vie où la nature et le calme dominant. Justine Bouteille-Maréchal, habitante de Brassy et secrétaire générale de la Mairie de Lormes, pourrait continuer à parler ainsi longuement de son Morvan. Mais ce qui frappe, c'est que ses propos font écho aux descriptions faites par la plupart de celles et ceux rencontrés dans le Pays Nivernais Morvan, autour de Lormes et Luzu notamment. Pas d'angélisme certes mais une sensation d'attachement profond chez les un(e)s et les autres. Ainsi, Louisia Georges, cheffe de projet Petite Ville de Demain, qui a grandi à Lormes et a dû en partir pour ses études confie : **« Je suis partie à Paris en sachant que je reviendrai, c'était une certitude ! »**

Les paysages et l'atmosphère particulière de Luzu sont un atout important pour les projets locaux et le lien social. Jocelyne Guérin, chargée de projets à la mairie de Luzu, souligne la force du tissu associatif local. La dynamique des associations, avec une soixantaine à Lormes et une quarantaine à Luzu, est très riche, proposant une multitude d'activités culturelles et sociales. Ainsi, l'offre artistique induite par cette dynamique associative est tout à fait singulière. Sonia Laboureau, directrice du Centre social intercommunal des Portes du Morvan, exprime son étonnement face à la diversité culturelle locale, bien plus vivante qu'elle ne l'aurait imaginé en venant de la région parisienne : **« Il y a plein de choses dans le coin, vraiment. Moi qui adore la culture, je me disais « Oh là là, à la campagne, je vais m'ennuyer... En fait, je ne suis jamais autant sortie, j'ai vu des spectacles d'art de rue, de**

**danse... J'en vois plus que quand j'étais en région parisienne où je n'avais pas le temps d'aller à Paris : trop loin, trop cher, etc. »**

Chaque village possède sa propre dynamique, ses propres initiatives qui entrent en résonance les unes avec les autres. L'esprit collaboratif entre villages est également palpable. Benoit L'Hermitte, coordinateur de la Grappe, évoque le dynamisme de Lormes et son influence sur les territoires voisins : **« Il y a Lormes en soi et il y a le rayonnement que ça provoque. In fine, il y a beaucoup de choses qui se font parce que Lormes l'a impulsé. C'est une petite ville du Morvan qui est très dynamique. Et il y a beaucoup de choses qui se font dans les territoires parce que ça existe à Lormes ou à Luzu ».**

Ce réseau de coopération renforce l'efficacité de chaque initiative, créant un maillage social dense.

### **Démocratie locale : participation citoyenne et gouvernance partagée dans le pays lormois**

Au-delà de cette effervescence liée au territoire et à ses habitants, qu'est-ce qui fait que, comme le dit Benoit L'Hermitte, le pays lormois a **« un effet amplificateur de la dynamique locale »** ? Une hypothèse est la capacité des institutions locales à se saisir des sujets, même complexes.

Des projets citoyens, comme les débats publics et les consultations, sont mis en place pour inclure activement les habitants dans les décisions locales. Sonia Laboureau, raconte : **« Pour le premier débat citoyen qu'on a organisé, on n'a pas choisi le sujet le plus facile. Notre président, Romain Beaucher, a animé un débat citoyen sur les élections législatives au premier tour. On a craint d'être accusés de faire de la politique, mais en fait non, on a fait du décryptage avec les valeurs fondatrices des centres sociaux, à savoir la démocratie citoyenne. Et en fait, on**

***se rendait compte qu'il y avait quand même beaucoup de points communs malgré des divergences évidentes d'opinion. »***

Cette ouverture d'esprit aide indéniablement à la mise en place d'une dynamique démocratique renouvelée. Ainsi à Lormes, dans toutes les initiatives, un temps est dédié à la consultation des habitants comme le souligne Christian Paul, le maire de Lormes : ***« Nous ne nous contentons pas simplement de faire valider par la population telle ou telle action de la commune. Non, nous faisons réfléchir les gens de façon créative. Par exemple : comment va-t-on aménager les entrées de bourgs avec des sujets de ralentissement, de vitesse ou d'embellissement. On invite aussi les gens à être acteurs de cette transition, de ces changements de façon de faire. »***. Une méthode de travail approuvée par Laura Buck : ***« C'est intéressant que les élus entendent des habitants ou d'autres acteurs. Faire se croiser les regards crée aussi de l'attention sur certaines thématiques que les élus n'ont pas forcément dans leur radar. »***

Dans cette région, les communes ne se contentent pas de valider des projets mais les testent et expérimentent avant de les déployer à grande échelle, comme le montre l'exemple de Lormes avec les aménagements de voirie. Ces démarches innovantes favorisent une gestion plus souple et une meilleure implication des citoyens dans les décisions qui les concernent, transformant ainsi les pratiques de gouvernance locale.

Dernièrement, la commune morvandelle a ainsi proposé une consultation très large et ouverte : « les cahiers de Lormes » à partir desquels la commune se mobilise sur les sujets qui intéressent en premier lieu les habitants. Après avoir dépouillé les réponses des citoyens, toute l'équipe municipale s'est mobilisée lors d'une soirée de restitution. Les élus ont animé un quizz interactif puis organisé des tables de travail thématiques

permettant aux citoyens de réfléchir aux principaux problèmes qui préoccupent la commune.

Pour Benoit L'Hermitte, ces approches d'innovation démocratique se retrouvent au niveau du Pays : ***« Il y a cette idée de dire que les gens savent le mieux ce dont ils ont besoin. C'est vraiment cette logique-là : comme on le dit souvent à Lormes, on est le plus possible « bottom-up »<sup>4</sup>. Et ça c'est vraiment un changement de paradigme profond dans la politique publique, ça veut dire qu'on est en observation de l'expression des désirs des uns et des autres. »***

Même si ces nouvelles dynamiques sont à l'œuvre, les élus affirment qu'il s'agit d'un engagement sans cesse renouvelé de stimuler le débat public et de faire vivre la démocratie. Toutefois, rien n'est acquis comme le rappelle Christian Paul : ***« En matière de consultation de la population et dans les initiatives de participation citoyenne, on est beaucoup dans l'expérimentation. On regarde ce qui marche, ce qui marche moins. »*** Une démarche à laquelle souscrit Jocelyne Guérin, maire de Luzy, qui ajoute : ***« Cet axe qui, dans tout ce qu'on va faire, doit respecter l'identité de Luzy, ce savoir-faire, cette démarche participative, citoyenne, c'est l'axe zéro qui doit être présent et doit nous animer jusqu'à ce qu'il s'installe et devienne naturel. »***

Ces méthodes infusent et plusieurs des organisations rencontrées testent des modes de gouvernance alternatifs : le tiers-lieu le Relai.s des futurs, le Centre social des portes du Morvan, la Coopérative des savoirs, le groupement citoyen du Chat Sauvage... Aymeric Seron, ex-coordonateur des tiers-lieux du pays lormois illustre : ***« On met en place les outils de gouvernance partagée, la gestion par consentement, etc. Et ça permet de prouver que ces outils marchent très bien quand les personnes***

<sup>4</sup> Traduction : de bas en haut



*qui les utilisent le font à bon escient et en connaissance de cause ».*

### **Ingénierie territoriale et projets locaux : le modèle de développement participatif de Luzy**

Le processus participatif est renforcé par une ingénierie territoriale de plus en plus performante. Les maires ont recours à des équipes de développement et à des financements externes pour dynamiser les projets locaux. L'idée centrale repose sur la capacité à activer les leviers financiers et à inscrire les projets dans des programmes pertinents, tout en ayant une vision à long terme. **« La volonté de l'État dans le programme Petite Ville de Demain, c'était de doter les communes en capacité d'ingénierie et ça, c'est une vraie plus-value quand même pour le territoire »** énonce Louisia Georges.

À Luzy, par exemple, l'engagement de plusieurs collaborateurs a permis d'accélérer les initiatives, notamment dans la lutte contre l'illettrisme. Plusieurs programmes permettent de financer ces postes et pourtant, peu de communes utilisent ces leviers pour faire avancer leurs projets, c'est fondamentalement ce qui permet de les différencier. **« Pourquoi j'ai pu tout faire et aussi vite ? explique Jocelyne Guérin, c'est parce que j'ai cinq personnes au développement à la mairie de Luzy, plus que la communauté de communes. Certes, dans le budget, ça fait mal, c'est du fonctionnement et personne ne veut de ça. Sauf que, pour moi, ce n'est pas du fonctionnement, c'est de l'investissement. Quand on embauche deux chefs de projet, on peut aller bien plus loin que quand on est tout seul. Ça nous a permis de travailler avec un cabinet d'animation, pour travailler avec la population, et un cabinet d'architectes urbanistes. J'ai aussi une manager de commerce pour animer la vie économique, et une personne dédiée**

**à la culture et à la communication. Voilà des dispositifs pour attirer des porteurs de projets et puis, comme ça, on ne s'essouffle pas. »**

C'est peut-être grâce à ces profils aguerris que Luzy a réussi à obtenir le projet Famille, une expérience nationale de lutte contre l'illettrisme qui s'adresse à l'origine aux familles.

Cependant, ces démarches sont complexes et nécessitent une gestion rigoureuse des financements, comme le souligne Sonia Laboureau, qui déplore les contraintes administratives associées aux subventions.



L'équipe ingénierie territoriale et projets locaux de la Mairie de Luzy  
© Mairie de Luzy

## Les défis de la gestion des projets locaux : entre contraintes administratives et engagement citoyen

Les réponses aux appels à projets relèvent bien d'une technicité particulière et sans compétences spécifiques, les chances de récupérer des fonds s'amenuisent. Sonia Laboureau insiste de son côté sur la charge de travail associée : **« On a beaucoup de comptes à rendre aux financeurs, tout le temps. J'aimerais faire des tas de choses : de l'éducation populaire, organiser des débats, etc. Mais on est un peu sclérosé par tout ce qu'on nous demande de faire alors que tout ce temps-là on pourrait le passer sur le terrain, faire plein d'autres choses bien plus utiles... »**, éloignant peu à peu les acteurs de leur territoire finalement.

Un constat identique à celui fait par Mathias Corthay qui regrette que les contraintes administratives fassent perdre de vue la nécessité d'un authentique engagement citoyen : **« Quand c'est une initiative institutionnelle, ce n'est pas pareil que**

**des gens qui mettent des économies, qui se débrouillent, qui essaient de faire quelque chose. Tu as des sous, mais tu as des comptes à rendre. Du coup, tu passes énormément de temps à justifier ce que tu fais tout le temps. Quand c'est décidé au niveau politique, qu'on a recours à des aides, à des appels à projets qui sont formatés, c'est un carcan, toute une nomenclature, une manière de fonctionner. Quel espace ça laisse à des initiatives citoyennes qui n'ont pas tout ce temps à donner à ce carcan administratif ? »**

Alors, il s'agit de contourner habilement ces contraintes et, pour la commune de Lormes, Justine Bouteille-Maréchal met en évidence un autre ressort de l'action permettant de faire beaucoup, rapidement, à moindre frais : **« On aime bien, quand c'est possible, tester dès lors que ça ne coûte pas très cher. Par exemple, sur la voirie, on sait qu'il y a une portion de voie sur laquelle ça roule très vite, ça pose des problèmes aux différents usagers. Donc on a testé la mise en place de chicanes avec des dispositifs adaptés, avant la mise en œuvre réelle. Et là, on s'est rendu compte, très vite, que ce n'était vraiment pas ce qu'il fallait faire parce que ça posait beaucoup de problèmes à beaucoup de personnes. Cette phase d'essai est vraiment bénéfique parce que ça permet de lever tout un tas de freins et ça permet aussi d'associer les gens à la réflexion. »**

Au final, l'expérience montre qu'il n'y a pas de recette miracle. Les initiatives réussissent souvent grâce à des acteurs passionnés, mais elles doivent aussi traverser des phases de test et d'adaptation, apprenant des échecs et des ajustements. L'essentiel est de cultiver les « pépites » qui émergent tout en étant conscient des écueils à anticiper. Ces projets, même s'ils rencontrent des obstacles, laissent une trace durable et ouvrent la voie à de nouvelles expérimentations pour l'avenir.



Réunion de restitution des Cahiers de Lormes  
© Mairie de Lormes

## QUELQUES-UNS DES DISPOSITIFS DE FINANCEMENTS CROISÉS AU COURS DE CETTE ENQUÊTE

- **PETITES VILLES DE DEMAIN**, programme de l'ANCT<sup>5</sup> visant à améliorer la qualité de vie dans les petites centralités et les territoires ruraux alentours, par des trajectoires dynamiques et engagées dans la transition écologique : <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/petites-villes-de-demain-45>
- **LE FONDS FRICHE**, fonds déployé par le gouvernement en 2022 pour le recyclage des friches : <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/mesures/fonds-recyclage-friches>
- **FABRIQUES DE TERRITOIRE**, dispositif de l'Etat porté par l'ANACT permettant de soutenir des tiers-lieux : <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/fabriques-de-territoire-582>
- **PROGRAMME LEADER** (Liaison entre Actions de Développement de l'Économie Rurale), programme européen de développement rural qui vise à soutenir le développement des territoires ruraux : <https://www.parcumorvan.org/le-parc-en-actions/le-programme-leader/programme-leader-2023-2027/quest-ce-que-le-programme-leader/>
- **APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT "ATTRACTIVITÉ ACCUEIL" DU MASSIF CENTRAL**, dispositif d'accompagnement sur 3 ans d'expérimentations innovantes, reproductibles sur d'autres territoires du Massif central en matière d'accueil de nouvelles populations : <https://www.massif-central.eu/agenda/lancement-de-3-appels-a-manifestations-dinteret-attractivite-accueil-grandes-itinerances-et-mobilites-rurales/>
- **CONSEILLERS NUMÉRIQUES**, dispositif de l'Etat permettant d'accompagner les citoyens, les associations ou les petites entreprises dans leurs démarches et vers l'autonomie numérique : <https://www.conseiller-numerique.gouv.fr/>

<sup>5</sup> Agence nationale de la cohésion des territoires





Communication aux  
habitants sur Les  
Cahiers de Lormes  
© Mairie de Lormes

Expérimenter,  
c'est imaginer\*  
Nietzsche

A travers de multiples rencontres,  
il vous est proposé 9 restitutions qui donnent à voir  
les réalisations du territoire.

\* Citation extraite de l'ouvrage du philosophe Friedrich Nietzsche en 1881 intitulé Aurore.

## EXPÉRIMENTER, C'EST IMAGINER LES CONDITIONS D'UN CENTRE- BOURG REDYNAMISÉ

Ce qui marque en découvrant ce territoire, à l'été 2024, ce sont des paysages qui semblent singulièrement préservés : la pollution de l'air est inférieure à la moyenne, la présence de haies bocagères encore marquée grâce à des exploitations agricoles de petite et moyenne taille<sup>6</sup>, les cultures sont extensives et la densité de population assez faible ; même le tourisme reste ici raisonné...

Après trois années de sécheresse qui ont marqué les habitants, la nature retrouve sa superbe et même si le réchauffement climatique se fait déjà sentir avec une hausse de +1,5°C entre les périodes 1961-1990 et 1991-2019<sup>7</sup>, il laisse encore peu de cicatrices saillantes. Pourtant, Nadège Dupont le reconnaît : **« Il y a des vrais enjeux sur ces questions-là qui ne sont pas assez sans doute anticipées parce que, quand on regarde les paysages et quand on vit ici, on se dit il y a de l'eau, il fait beau, c'est la campagne, c'est vert. Oui mais non, puisque l'impact du réchauffement climatique va être énorme sur ce territoire. »**

### Des atouts, et pourtant...

Les enjeux de transition socio-écologique ne sont pas toujours visibles et nécessitent donc d'envisager la problématique dans sa complexité et dans une dynamique plus large de transition entre de grands ensembles territoriaux. En effet, la tendance démographique est à l'exode rural. Pourtant, l'urbanisation intensive pose de nombreux problèmes que la pandémie de Covid et l'augmentation des températures en été ont exacerbés : risques de rupture d'approvisionnement, îlots de chaleur, pression sur l'offre de logement, baisse de la qualité de l'air, etc.



Ainsi, les zones rurales continuent de se dépeupler et dans le même temps, de se paupériser, les commerces à fermer, les services publics à se raréfier, le soutien médical à se distendre, les pôles d'éducation à s'éloigner, la population à vieillir. Pour dépasser le clivage urbain / rural et soutenir les transitions en cours, il est nécessaire d'enclencher un dialogue délicat entre les zones urbaines et les zones rurales qui menace à tout instant de cristalliser les clivages : **« Il y a un peu un sentiment des populations qu'on vient remplir les zones rurales vides de toutes les éoliennes et les panneaux photovoltaïques qui ne peuvent pas être installés en milieu urbain. »** (Nadège Dupont)

### EN CHIFFRES

En Bourgogne-Franche-Comté le vieillissement est plus marqué qu'en moyenne métropolitaine : quasiment un quart de la population régionale a 65 ans ou plus<sup>8</sup> et cette proportion dépasse le tiers à Lormes<sup>9</sup>. Le taux de pauvreté dépasse aussi légèrement la moyenne nationale (16,1 % dans la Nièvre<sup>10</sup> pour 14,5 % en France<sup>11</sup>).

<sup>6</sup> Historique des paysages

<sup>7</sup> Réseau Action Climat, La France face au changement climatique, 2024, [rac\\_climat-region-rapport\\_12-web-1.pdf](https://www.insee.fr/fr/statistiques/5369489)

<sup>8</sup> Source INSEE, En Bourgogne-Franche-Comté, une population encore en baisse au 1er janvier 2021, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5369489>

<sup>9</sup> INSEE, Commune de Lormes (58145), <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-58145>

<sup>10</sup> Département de la Nièvre (58), <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=DEP-58>

<sup>11</sup> INSEE, L'essentiel sur... la pauvreté, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5759045>





« Voilà comment  
on redonne envie de vivre  
en cœur de bourg  
et comment on permet  
de réhabiliter, réanimer  
ce cœur de bourg. »



Louisia Georges

Développer l'attractivité de ces zones rurales apparaît comme un enjeu majeur pour limiter un exode urbain et un sentiment d'abandon préjudiciable à tous et toutes. Alors, comment faire venir de nouveaux habitants ? Leur donner envie de rester ? Les intégrer ? Pour atteindre cet objectif sans dénaturer les atouts majeurs du territoire, sans risquer de compromettre la voie écologiquement vertueuse sur laquelle le territoire avance, la cheffe de projet Petite Ville de Demain affirme la nécessité **« d'éviter l'étalement urbain en proximité et de faire en sorte que les gens aient envie de vivre en cœur de bourg. »**

Et l'on saisit ainsi la nécessité de revitaliser les centres-bourgs : **« On peut faire tout ce qu'on veut, on peut parler de tous les sujets mais si le centre-bourg est totalement dévitalisé, le moral est dans les chaussettes et on ne parlera plus, après, de démocratie ou d'écologie ! »** déclare Christian Paul. A Luz y aussi, pour Jocelyne Guérin, l'objectif est de **« changer les habitudes et de faire revivre ces centres bourgs. Quand on enlève toute la substance d'un centre-bourg, on perd de la vitalité. Donc nous on a refait tout l'inverse, c'est-à-dire qu'on a travaillé sur le foncier bâti existant pour réinventer des destinations, ramener de la vie, de l'activité, des habitants, etc. »**

Revitaliser un centre-bourg, c'est ramener des commerces de proximité, regarnir les vitrines, limiter les besoins en mobilité – en

particulier pour des **« veuves qui n'ont jamais eu le permis et qui déménagent dans le centre »**, aider les associations, permettre la mise en place d'un marché alimentaire ou à un restaurant de s'installer dans une ancienne école.

A Lormes, plusieurs projets<sup>12</sup> visent à restructurer la rue Paul Barreau, axe commerçant central, en éliminant d'abord les dents creuses. Après la démolition des anciens bâtiments qui menaçaient de s'effondrer, la nouvelle pharmacie a trouvé à se loger dans une coulée verte à l'emplacement de l'ancien garage. Dans le cadre de la même concession d'aménagement signée avec Nièvre Aménagement, une nouvelle halle s'érigera prochainement à deux pas de la place François Mitterrand. Pensée pour être un lieu de rencontre, ouverte sur la ville, les piliers et la charpente seront construits à partir de bois issu des forêts communales.

Mais il n'a pas fallu attendre les grands travaux pour redonner du cachet à cette rue : un chantier participatif, organisé par la commune sur un week-end, a permis de repeindre les volets avec de l'ocre, une peinture sans solvants toxiques, et **« à partir du lundi matin où on raccrochait les volets, on avait l'impression que la rue avait changée ! »** s'enthousiasme Justine Bouteille-Maréchal.

<sup>12</sup> Carte des projets en centre-bourg

Et d'autres rénovations sont planifiées pour les mois et années à venir : la maison des associations, la Mairie, la maison de santé, le mobilier urbain, la réhabilitation du plateau sportif pour les associations sportives et pour les jeunes, ... Parce que, au-delà du bâti et des routes, les travaux servent des usages, comme ouvrir sur des plages horaires plus longues pour les gens qui travaillent ou garantir une offre de restauration tout au long de la semaine. **« La petite épicerie sur la place va être complètement refaite avec un point presse parce que ça manque à Lormes depuis que l'ancien magasin de presse a fermé. Donc les travaux vont commencer sous peu. »** explique Andrée Lutreau, première adjointe à la Mairie de Lormes. Et, sur ce projet, l'étage sera dissocié du rez-de-chaussée commercial pour faire de nouveaux logements.

Au passage, on en profite pour instaurer des cycles vertueux : utiliser les matériaux disponibles, en particulier le bois de la forêt communale, solliciter les artisans locaux pour dynamiser l'économie, isoler les bâtiments communaux « et faciliter l'accès de la population aux aides publiques pour la rénovation des logements privés » insiste Louisia Georges. Et finalement, **« aujourd'hui si on construit du neuf, c'est vraiment qu'on a visité toutes les possibilités de rénover et qu'on n'a pas trouvé ! »** (Christian Paul).

Jocelyne Guérin, maire de Luzu, explique que la commune a travaillé les espaces sous forme de pôles : **« L'idée c'était de créer des pôles pour héberger, faire travailler ensemble des hommes et des femmes qui sont dans le même domaine d'activité, partager des espaces pour faire vivre ces bâtiments, avoir un accueil performant, être plus lisible, plus visible et en même temps travailler sur ce foncier bâti qui pouvait devenir - et qui était parfois déjà un peu - des ruines ».**



Autour de ces pôles, la rénovation repense aussi les quartiers dans leur ensemble : **« On a inventé un fonds façade, un dispositif qui offre aux propriétaires 50 % d'aide. Voilà à quoi les propriétaires sont sensibles : ils veulent bien participer au programme de Luzu, mais si c'est pour qu'ils y laissent des plumes, ils ne vont pas le faire ! Alors quand on refait nos quartiers, il y a le bâti, les activités qu'on met dedans, le côté espace vert, tout est repensé. Pour que ce soit complet, il y a le fonds façade pour l'aide au logement privé, on a refait 38 façades. »** (Jocelyne Guérin)

Et de la même manière qu'à Lormes, une fois les quartiers rénovés, on examine les usages : **« On a mis en place le système de boutiques à l'essai, c'est-à-dire qu'on offre pendant un an le loyer à un porteur de projet qui crée une activité qui manque à Luzu et qui permet d'occuper un local commercial. Et, qui, finalement, contribue à cette dynamique de centre-ville »** démontre Jocelyne Guérin. Pourtant, dans ces petites communes, certains magasins peinent à être rentables et finissent par fermer, comme la boucherie, rue Paul Barreau : **« Aujourd'hui, les commerces essentiels ont du mal à s'implanter, c'est un problème de viabilité économique sur le centre-bourg »** précise Louisia Georges.

Hors périodes touristiques, le public de ces commerces se limite aux habitants de la commune et des bourgs alentour. Pourtant, ceux-ci prennent souvent l'habitude, corrélée à l'usage du véhicule individuel, de faire leurs achats dans les villes de plus grande importance ou dans les grandes surfaces. Le volume de consommateurs potentiels se réduit d'autant.

Devant ce constat cruel, l'opticien du centre de Lormes a, par exemple, décidé d'offrir un service de relais colis alors que, paradoxalement, il reconnaît que la concurrence d'internet est féroce. Il compte sur le service de proximité et le conseil pour maintenir son activité.

Le Bistrot du Moulin à Luzzy, installé dans le nouveau pôle numérique de la commune.



*« Aujourd'hui, les commerces essentiels ont du mal à s'implanter, c'est un problème de viabilité économique sur le centre-bourg »*

 **Louisia Georges**

## DANS LE RETROVISEUR

Les dynamiques passées, telles que la répartition des **anciens cantons** qui avaient été calqués sur une réalité de territoire davantage que sur un découpage technique, continuent de dessiner, en filigrane, des influences réciproques tangibles : chef-lieu de canton jusqu'en 2015, Lormes reste un pôle d'attraction de cette portion de territoire.

**« Ce sont ces bourgs qui sont le maillage de la III<sup>e</sup> République et ce sont aussi des lieux où on a quand même commencé à passer un peu à la vitesse supérieure ! »**

*(Christian Paul)*



## EXPÉRIMENTER, C'EST PROPOSER DES EMPLOIS À LA MESURE DE CHACUN

Laurence, à la Mission Numérique du Pays Nivernais Morvan en témoigne : « ***J'ai d'abord travaillé comme serveuse puis j'ai trouvé ce poste, plus conforme à mes attentes et à mon parcours professionnel.*** » Certes, les néo-ruraux, très présents dans le secteur, sont souvent adaptables et ont des profils très différents (retraités, ex-parisiens en télétravail ou artistes) mais ils ont souvent en commun de ne pas transporter l'entière responsabilité de leur activité économique sur le territoire et apportent avec eux un risque majeur de gentrification dont l'office du tourisme de la Nièvre ne se défie pas en annonçant sur son site : « ***Ici on se sent presque comme dans un quartier de Paris, mais avec la campagne en prime !*** »

Bien sûr, en investissant des bâtisses décrépies, ces nouveaux habitants permettent de dynamiser le tissu économique et de fournir du travail aux artisans du bâtiment. Mais le manque de certaines compétences se vérifie : le délai pour réaliser des travaux a atteint deux ans dans l'immédiat post-covid. Ainsi, certains secteurs sont en peine de recruter les profils nécessaires. Pourtant ce constat contraste avec un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale (8,7 % à Lormes en 2021<sup>13</sup> pour un taux national de 7,7 % à la même période<sup>14</sup>).

Alors comment faire correspondre les ressources disponibles avec les emplois proposés ? Les collectivités prennent le problème à l'envers et se démènent pour faire émerger de l'activité économique à partir des profils des demandeurs d'emplois déjà présents sur le territoire : c'est l'approche du projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée qui a été ici tout particulièrement plébiscitée.



### LE PROJET TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE (TZCLD)

Cette expérimentation, émanant de l'Organisation Non Gouvernementale ATD (Agin Tous pour la Dignité) quart monde et soutenue financièrement par l'Etat, a pour objectif de **fournir un CDI<sup>15</sup> dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire** à des personnes éloignées de l'emploi depuis longtemps.

L'objectif est de faire coïncider les capacités, les compétences et les besoins du territoire : « **C'est une initiative qui existait ailleurs, qu'on n'a pas inventée mais on l'a fait atterrir et bien s'implanter ici.** » indique Laura Buck.

S'appuyant sur l'exemple convaincant de Prémery, **la Nièvre est maintenant le premier département en France en termes de territoires Zéro Chômeur** avec la création de cinq Entreprises à But d'Emploi (EBE) à Lormes, Moulins-Engilbert, Clamecy, Luzy, réunissant déjà 225 salariés.

<sup>13</sup> INSEE, Commune de Lormes (58), <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-58145>

<sup>14</sup> INSEE, L'essentiel sur... le chômage, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4805248>

<sup>15</sup> Contrat à Durée Indéterminée

De leur côté, Château-Chinon et Varzy ont abandonné le projet en cours : entre le démarrage et l'ouverture des EBE<sup>16</sup>, le processus a duré presque quatre ans ; cette longue période a lassé certains bénévoles d'autant plus que le Covid est passé par là. **« Plus on avance dans l'expérimentation, plus le délai de mobilisation est court, on profite de l'expérience des autres grâce à un cahier des charges plus précis et plus cadré tant au niveau technique que législatif »** explique Benoit L'Hermitte. Pour ceux qui ont tenu la distance, c'est la dynamique territoriale qui a joué un rôle essentiel : **« Le fait d'être dans cette grappe, avec des échanges et des moyens, ça évite de se décourager et ça inspire sur certaines pratiques »** selon la maire de Luz.

### « Une boîte normale » – EBE de Clamecy

Avec les treize premiers salariés, Fabrice Daval, directeur de l'EBE des Vaux d'Yonne, a repéré les locaux, proches du centre-ville de Clamecy, plantés au milieu d'un grand site de maraîchage, et fait les travaux nécessaires pour s'y installer. Ils ont ensuite réfléchi ensemble à la culture de l'entreprise, les règles, le mode de fonctionnement, le

règlement intérieur, les contrats de travail, les risques professionnels, etc.

Ensuite, ils ont pu commencer à envisager les différentes activités qu'ils allaient développer : du maraîchage bio, des espaces verts, de la menuiserie, de la réparation de motoculteurs, de la soudure, de la location de vélos, du nettoyage de voitures à base de produits écologiques, ... Les compétences des salariés répondent aux besoins des particuliers en petits travaux. Les entreprises créées se doivent de proposer des services ne faisant pas concurrence au secteur privé et s'insérer dans les besoins du territoire : **« Prenez l'exemple de gens qui ont des volets anciens, avec des trous, et tout ça commence à être un peu véreux. Il faut décaper, il faut réparer, il faut repeindre. Les artisans se déplacent difficilement, ou alors ils n'ont pas le temps, ou bien ils viennent mais ils vous disent « je vous change les volets ! ». Et ce n'est pas ce que veulent les gens, ils n'ont pas forcément le budget. »**

De chantier en chantier, les salariés de l'EBE commencent à se faire connaître et les services rendus donnent satisfaction. Ainsi, dès le premier exercice, l'entreprise a été à l'équilibre : **« Il y a un projet social et puis il y a une vision entrepreneuriale. On n'est pas là pour occuper les gens. Le projet doit être à l'équilibre sinon on disparaît. Et les salariés en sont conscients, ils le savent, ils savent combien ils doivent produire par an en moyenne, ils connaissent le budget, ils connaissent les tarifs. »**

Ainsi, si l'activité économique est le moteur de ces projets, les acteurs restent attentifs à l'humain : **« Sur la Nièvre, les personnes qui rentrent comme salariés dans les entreprises à but d'emploi sont en moyenne en privation d'emploi depuis au moins 54 mois. En moyenne donc ça veut dire qu'on va même beaucoup plus loin. »** (Benoit L'Hermitte)

<sup>16</sup> Entreprise à But d'Emploi

Espace de maraîchage dans  
le centre de Clamecy  
pour l'EBE des Vaux d'Yonne





Interrogé sur les difficultés spécifiques de l'EBE, Fabrice Daval reconnaît que, avec chacun des employés, il a fallu s'adapter : revenir à l'emploi petit à petit, en fonction des capacités et des possibilités de chacun, est une expérimentation en soi avec ses ajustements et ses risques d'échecs. Finalement, la confiance accordée et les revenus réguliers s'avèrent être des socles solides pour les anciens chômeurs et l'expérience est très prometteuse : **« On a de belles surprises, des gens qui n'ont vraiment pas travaillé pendant des années et des années mais qui ont fait un bout de jardin, et puis ce sont des perles quand on les met au maraîchage ! »**

Ainsi, la plupart des salariés non seulement s'accrochent mais **« d'autres sont repartis vers l'insertion par l'activité économique, vers la formation ou vers l'emploi traditionnel »** constate Benoit L'Hermitte.

Les EBE ont à cœur de s'ouvrir vers l'extérieur : l'EBE des Vaux d'Yonne propose une vente directe de produits maraichers bio, essentiellement des variétés anciennes qu'on ne trouve pas sur les étals des autres primeurs, non-concurrence oblige. À Lormes, l'EBE a décidé de mettre en place une boutique ouverte sur la place centrale du village : **« La pharmacie qui était alors très bien située sur la place de la mairie devenait un local vide. Ils ont mis l'entreprise à but d'emploi dedans. Donc ça a permis au local de ne pas rester vide, ça a créé une nouvelle activité [...] de la brocante chic et ça donne de la visibilité à l'expérimentation territoire zéro chômeur. »** (B.L'Hermitte)

D'un autre côté, le projet Territoire Zéro Chômeur ne permet pas de pourvoir les offres d'emploi en souffrance même si, à terme, certains employés des EBE pourront regagner le circuit classique : **« L'objectif est que les gens aillent gagner mieux leur vie ailleurs, qu'ils soient capables de tenir un boulot et de ne pas décrocher au bout d'un**

**moment pour une raison X ou Y »** (Fabrice Daval). Il reste donc à attirer des profils avec les qualifications requises ou les former sur le territoire.

## Et dans le futur ?

Et là, apparaît une difficulté majeure : l'offre de formation étant très limitée localement, les jeunes quittent le territoire pour aller étudier ailleurs. Finalement, ils ne reviennent s'installer au pays que de longues années plus tard. **« Il y a un vrai travail à faire aujourd'hui pour les jeunes ici. Déjà faire en sorte que, de l'enfance à l'adolescence, ce soit confortable et enviable d'être sur le territoire. Et après, comment faire ? On ne peut pas les garder pour les études, il faut qu'ils partent, on n'a pas les structures ici. »** (Louisia Georges)<sup>17</sup> Cette problématique, bien identifiée par les différentes institutions, constitue un espace d'expérimentation à investir dans les années à venir.

## EN CHIFFRES

Un territoire inclusif qui se dote d'une EBE doit pouvoir offrir une prise en charge adaptée aux profils spécifiques.

**« Il y a 40 % de personnes qui sont en RQTH (reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé) ou qui ont des pathologies. Ça montre qu'il y a une problématique sur un territoire, ça veut dire qu'il n'y a pas de place d'accueil dans d'autres établissements comme des ESAT (établissement et service d'accompagnement par le travail) ou des entreprises adaptées »** souligne Fabrice Daval.

Le département de la Nièvre ne compte que 221 médecins généralistes et spécialistes pour 100 000 habitants alors que ce chiffre monte à 888 à Paris<sup>17</sup>.

<sup>17</sup> INSEE, Professionnels de santé au 1<sup>er</sup> janvier 2023, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012677>





Forêt de feuillus  
en Nivernais Morvan





## GROUPEMENT FORESTIER DU CHAT SAUVAGE

Le groupement forestier du Chat sauvage est une société civile inscrite au Tribunal de commerce de Nevers à capital variable. Chacun, chacune, peut en devenir sociétaire. Avec presque 700 associés, la société détient presque 180 ha de forêts dans le Nord du Morvan. A 200 euros la part, certains ont dû économiser pour rejoindre la société même si le mouvement revendique une grande diversité de profils, d'origines géographiques ou des mélanges générationnels.

Et l'expérience de cette année ne s'arrête pas là, le groupement forestier citoyen du Chat sauvage tente également de stimuler une filière locale avec l'intervention d'un scieur mobile : **« Des dizaines de personnes sont venues avec des commandes précises. C'était souvent, soit des petits artisans, soit des particuliers qui ont un chantier chez eux. Et en gros, ils achetaient les grumes là et puis les faisaient scier sur le**

## EXPÉRIMENTER, C'EST ANIMER UNE FORÊT 100 % CITOYENNE

Le grondement des tronçonneuses a laissé place au chant des oiseaux. Les chevaux quittent la forêt. Les grumes s'alignent dans le pré du terrain de quad. En 10 jours, l'équipe a coupé et débardé près de 110 m<sup>3</sup> de bois d'œuvre et autant de bois de chauffage en démontrant qu'une pratique vertueuse et respectueuse des sols, utilisant la traction animale, fonctionne.

*bord du chemin tout de suite.» Et même si l'opération a été prudente, pour éviter « un risque financier trop important », c'est un succès incontestable : « En fait on n'a pas gardé assez de bois, c'est-à-dire qu'on n'a pas pu satisfaire toutes les demandes ! » Un bon signe pour l'avenir du projet. « On nous a souvent reproché de vouloir mettre la forêt sous cloche. Le fait qu'on dise : cette année on a sorti quelques centaines de mètres cubes de bois, dans des conditions qui étaient difficiles, et ça s'est super bien passé ! Eh bien le regard de la profession ne peut plus être le même. »*

## Forces et faiblesses de la forêt

Les forêts participent à l'atténuation des effets du changement climatique par la séquestration de carbone atmosphérique. Au niveau mondial, les écosystèmes forestiers constituent le deuxième plus grand puits de carbone. Pourtant, en Bourgogne-Franche-Comté, l'état des forêts s'est dégradé de manière beaucoup plus rapide qu'anticipée suite aux multiples crises sanitaires (scolytes) et climatiques (fréquence des sécheresses et incendies).

La raréfaction des feuillus indigènes et les coupes rases constituent des points d'achoppement réguliers, symptômes de façons différentes de penser l'exploitation de la forêt : **« On s'est rendu compte que ces coupes rases génèrent une certaine souffrance dans la population, mais que les gens se disaient « de toute façon c'est comme ça, on n'y peut rien » et on avait l'impression que ce sentiment d'impuissance était presque pire que le reste »** (Frédéric Beaucher). Et en effet, tant que les coupes rases suivies de replantation en résineux seront subventionnées, il sera difficile de faire changer les pratiques en profondeur. Pourtant, aujourd'hui, les attaques de scolytes qui déciment les épicéas obligent à confronter les points de vue.

## LES SCOLYTES

Les conditions climatiques extrêmes de ces dernières années en France ont engendré de multiples crises sanitaires en forêt. Ces dernières prennent la forme d'une importante prolifération de parasites, insectes et champignons, qui provoquent de sérieux dépérissements dans les peuplements. Ainsi, les effets conjugués des printemps et des étés depuis 2018, exceptionnellement chauds et secs, ont entraîné une prolifération de scolytes dans les pessières (forêts d'épicéa).

Ces insectes, dont la taille varie entre deux et sept millimètres, sont naturellement présents dans notre écosystème. Mais ils commettent de gros dégâts dans les forêts d'épicéas, en creusant des galeries dans le cambium (une fine couche sous l'écorce) pour y déposer leurs œufs, les femelles condamnant des arbres par milliers.



Source : Office National des Forêts (ONF)

D'un côté, une vision traditionnelle qui valorise la commodité d'exploitation, la rationalisation des activités et la rentabilité à court terme. De l'autre côté, on s'alerte des risques liés à ces méthodes : la fragilisation des écosystèmes, les risques de maladie, l'appauvrissement des sols... Mais après trois années de sécheresse, tous se rendent compte que **« ce sont des peuplements qui sont très fragiles et très vulnérables. »**

### Une sylviculture durable

C'est en cherchant les points de convergence que l'on peut commencer à construire un chemin de réconciliation : exploitants et citoyens s'accordent à considérer la forêt comme une ressource précieuse et nécessaire au territoire, constituant un atout indéniable dans la lutte contre le dérèglement climatique. Elle façonne les paysages, attire les touristes et préserve la qualité de l'air. Dans ce processus, le groupement forestier du Chat sauvage joue le rôle d'éclaireur pour démontrer, par l'exemple, la soutenabilité d'autres formes d'exploitation sylvicole. Le projet permettra de produire des bois de

qualité dans 40 ou 50 ans. Le groupement est né à la suite d'une lutte contre l'implantation d'une méga scierie sur le secteur, avec pour objectifs principaux de maintenir la biodiversité et la qualité des paysages.

Aujourd'hui, le Chat sauvage ne cherche pas à faire de publicité, le nombre d'associés étant suffisant pour les projets en cours, **« on a l'impression que si l'on devient trop nombreux, nous aurons du mal à conserver des liens un peu personnels entre nous »**, la limite de l'interconnaissance étant d'ailleurs probablement déjà atteinte.

Le rachat de parcelles a été progressif, souvent pour de très petites surfaces et parfois à la demande des propriétaires eux-mêmes qui cherchent à se débarrasser de terrains morcelés, caractéristiques de ce territoire. En 2015, le Chat sauvage a été le 2<sup>e</sup> groupement de ce type en France et il en existe maintenant 25 sur le modèle du groupement citoyen, créant un réseau dans presque toutes les régions de France, tous animés par la même volonté de respecter les services écosystémiques rendus par la forêt.

Les coupes sont ainsi réalisées de façon sélective, faisant appel à un expert qui parcourt la forêt et observe les arbres un à un afin de délimiter les opérations d'abattage : **« Il réfléchit pour repérer celui qui a la meilleure mine, voir s'il a de l'avenir et ce qui pourrait le gêner. Alors on décide d'enlever ces deux-là et puis peut-être celui-ci, mais ça risque de faire trop... Enfin voilà, c'est vraiment une gestion pied par pied. »** Ainsi, il décidera de conserver certains vieux arbres, y compris des arbres pour lesquels on dépasse le seuil d'exploitabilité, et aussi du bois mort pour garder des habitats pour les animaux : **« On repasse à peu près tous les 10 ans sur nos parcelles. Si on s'aperçoit qu'il y a une cavité ou qu'il y a un trou qui sert d'habitat, on dit "attention celui-là, il ne faut pas le couper !" C'est un travail de dentelle ! »**



A contrario, un propriétaire de résineux sur une exploitation traditionnelle peut décider, **« sans même sortir de son bureau, en regardant ses papiers, que si certains arbres ont été plantés il y a 50 ans, c'est bon, on peut y aller, on peut les couper ! »**

Sur le temps long, Frédéric Beaucher, président du groupement, espère que l'action du Chat sauvage fera évoluer les représentations : **« On a maintenant une culture de la forêt qui est propre, avec des beaux arbres bien droits et un sol bien dégagé, bien propre, etc. Nous, on garde quelques tordus, des arbres couchés, du bois mort par terre. Alors il faut expliquer. Les gens le comprennent très vite mais on se rend compte qu'effectivement, on a une image de la forêt qui est déformée par notre culture, notre éducation. »**

### **Un terrain d'expérimentation protéiforme et coopératif**

Le groupement assume néanmoins le côté expérimental de leurs techniques de sylviculture, faites d'essais et d'apprentissages : **« Même si à un moment vous faites une erreur, ça ne remet pas en cause tout l'équilibre. C'est**

**aussi satisfaisant. On peut se permettre d'expérimenter des choses et on peut se permettre une petite erreur parce que le système par définition, on a travaillé pour qu'il soit assez costaud pour faire face à ça. On ne fera pas pire qu'un vieux coup de tempête ou un coup de gelée au printemps - qui fait des dégâts aussi, y compris chez les animaux. »** Et finalement, les résultats sont plus que convaincants et les propriétaires des parcelles privées sont maintenant intéressés à leur mode de gestion : **« Il y a 5 ans, certaines personnes se moquaient vraiment ouvertement de nous : des écolos baba cool qui n'ont rien compris à rien. Maintenant ça devient vraiment intéressant, sympa et sérieux. Il reste des différences mais ils comprennent ce qu'on dit et pourquoi on le dit. Et nous on comprend aussi leur logique, leur culture et pourquoi c'est compliqué pour eux aussi. »**

Acteurs traditionnels et nouveaux sylviculteurs entrent petit à petit dans un dialogue constructif : **« Là par exemple, on a eu une réunion au Parc avec la filière et un expert forestier qui est réputé sur le secteur. Il a dit qu'effectivement ils avaient de plus en plus de demandes de la part des propriétaires pour ce type de sylviculture et il a reconnu qu'ils avaient maintenant un problème de compétences, pour faire des travaux qu'ils n'ont pas l'habitude de faire. »**

Les collectivités sont également attentives aux avancées du groupement. Ainsi la commune de Lormes, au moment de la rédaction du nouveau plan de gestion de la forêt communale s'est appuyée sur leur accompagnement technique. **« Et du coup maintenant, c'est aussi le département de la Nièvre qui a cette démarche-là, ils nous ont impliqués dans la rédaction des plans d'aménagement de leurs forêts au côté de l'ONF. Ils nous reconnaissent cette expérience dans la culture de forêts bien gérées et veulent aller dans cette direction alors ils nous demandent d'être là. »**



Ainsi, pour replanter une parcelle de 15 ha en monoculture de Douglas scolytée, Andrée Lutreau, première adjointe à la Mairie de Lormes a choisi, en accord avec le conseil municipal et l'ONF, 8 espèces d'arbres, un mélange de feuillus et de résineux, dont certaines viennent des pays chauds, **« c'est un essai »**, encore. Et pour protéger les jeunes plants, elle a mis les chasseurs à contribution pour essayer d'empêcher le gibier herbivore de s'attaquer aux plants. Un agriculteur local donne également de la laine qui, disposée aux pieds des troncs, permet d'éloigner les animaux.

Il ne s'agit pas seulement d'une gestion durable mais de repenser la filière dans son ensemble : **« Nous allons chercher du bois dans la forêt de Lormes, on fait abattre des arbres, on les fait scier localement. C'est symbolique. Nous ne réalisons pas tous les chantiers comme ça, mais nous construisons de plus en plus de palissades ou de mobilier urbain avec des bois de la forêt communale. »** (Christian Paul)

Ainsi, tous ces acteurs sensibilisés aux enjeux de la forêt se détachent d'une vision utilitariste de la filière bois : **« Dans notre gestion, la multifonctionnalité apparaît, c'est-à-dire qu'on consacre autant de temps, d'énergie et de moyens à la production de bois qu'aux aspects historiques, culturels ou environnementaux. »** (Frédéric Beaucher)

Le groupement du Chat sauvage ne veut pas s'en tenir à promouvoir des pratiques soutenables d'exploitation forestière, à savoir changer les moyens. Dans le respect de leurs objectifs initiaux, certains associés naturalistes viennent de mettre en place des inventaires de faune et flore. D'une manière générale, le groupe se questionne désormais sur les usages et le partage : la fréquentation touristique, la promenade, la pratique de la chasse ou du VTT, la captation d'eau ou l'ouverture sur des pratiques culturelles... Alors le projet prend des sentiers

de traverse : **« On s'est aperçu qu'on avait une quinzaine de personnes qui venaient du milieu artistique. Ces personnes-là se sont regroupées et essayent d'avoir un projet autour des forêts du groupement. Ça a commencé avec un projet patrimonial, historique avec la construction d'une sorte de musée en plein air et accessible à tous, dans une cabane qu'on aurait construite dans les bois, avec des objets récoltés en forêt. Mais on s'est aperçu que dans ces forêts-là, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, vivaient des charbonniers, toute l'année, dans des cabanes avec toute leur famille. Ces gens faisaient du charbon de bois et ils ont presque complètement disparu du patrimoine local. Alors on a un projet autour de ça. »**

Parce que le Chat sauvage, c'est avant tout une aventure humaine, le groupement citoyen compte bien déployer tout un éventail de perspectives concrètes pour vivre avec la forêt plutôt que de vivre de la forêt.

Entre 2018 et 2023, ce sont près de 30 000 ha de pessières (plantation ou forêt naturelle peuplée d'épicéas) qui ont déperî au niveau régional<sup>18</sup>. Le phénomène est généralisé. En France, la quantité de carbone stockée par les forêts a diminué de 21 % entre 2020 et 2021<sup>19</sup>.

Avec 45 % des terres occupées par la forêt<sup>20</sup>, le Morvan est une terre de sylviculture et le premier fournisseur de sapins de Noël en France. La filière bois représente ainsi plus de 7 % des emplois du département<sup>21</sup> et se développe essentiellement par des méthodes intensives en monoculture de résineux. Aujourd'hui, l'enjeu est à la fois de **« gérer la forêt de manière durable, mais aussi de transformer le bois localement parce que, sinon il part en Chine et il revient en meuble. Et l'idée c'est plutôt de profiter de cette économie-là localement. »** (Justine Bouteille-Maréchal).

<sup>18</sup> Territorialisation de la planification écologique, COP régionale Bourgogne-Franche-Comté, Diagnostic Avril 2024

<sup>19</sup> Résumé du rapport annuel du Haut conseil pour le climat, septembre 2023

<sup>20</sup> La biodiversité en Bourgogne-Franche-Comté - une synthèse pour tout comprendre, Région Bourgogne-Franche-Comté, mai 2019

<sup>21</sup> DRAAF filière forêt-bois édition 2017, [https://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche58\\_cle0fe939.pdf](https://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche58_cle0fe939.pdf)

## EXPÉRIMENTER, C'EST PENSER L'INCLUSION PAR LE NUMÉRIQUE

Au regard des statistiques de l'INSEE (Cf. encart "en chiffres"), l'éloignement constant des services publics et à l'impérieuse nécessité de savoir se débrouiller avec les démarches courantes en ligne, on comprend le besoin d'accompagnement dans ces territoires ruraux. Les enjeux sont multiples : la lutte contre l'illectronisme bien sûr mais aussi l'accueil touristique du Pays avec des outils numériques efficaces, l'aide à la transition numérique des entreprises ou la constante montée en compétence numérique. **« Les logiciels et le matériel évoluent, il y a de nouveaux besoins, on voit toujours arriver de nouvelles personnes »** explique l'équipe de la Mission numérique qui est de permanence dans les locaux de la rue d'Avallon à Lormes.

La Mission numérique du Pays Nivernais Morvan existe depuis plus de 20 ans. Elle a accompagné l'arrivée très précoce de la fibre optique, dès fin 2015. Lormes avait été la seule commune de Bourgogne à répondre à cette expérimentation pilote, alors que Fabien Bazin était encore maire, se démarquant ainsi des communes alentour. La technologie n'a d'abord récolté qu'une faible adhésion de la population, mais la pandémie de Covid-19 a changé la donne et la fibre optique a permis à de nombreux télétravailleurs de se confiner au vert.

Ensuite, le dispositif des Conseillers numériques, lancé par l'État dans le cadre du plan France Relance, a alimenté la structure permettant à la fois de fournir le service requis (à savoir trouver du soutien pour les démarches en ligne à moins de 30 minutes de chez soi) et mettre en place d'autres services liés au numérique pouvant être mutualisés. À la Mission numérique, on peut louer un bureau calme ou profiter des espaces de co-working, utiliser de

### EN CHIFFRES

En 2021, 15,4 % de la population était en situation d'illectronisme numérique (ou illectronisme) en France<sup>22</sup>. Le chiffre monte à 30 % pour les plus de 60 ans<sup>23</sup>. Au dernier recensement, plus de 40 % de la population de Lormes avait plus de 60 ans<sup>24</sup> (30 % dans la Nièvre)<sup>25</sup>.

grandes salles de réunion bien équipées ou un Fablab avec une imprimante 3D, une découpe laser, des kits électroniques ou une brodeuse numérique pour les plus créatifs. Ces services s'adressent d'abord aux plus démunis face au numérique comme les personnes âgées ou les personnes en situation de précarité. Dans une démarche d'inclusion, les médiateurs n'hésitent pas à se déplacer chez les personnes si elles ne peuvent pas venir sur place. Mais certains auto-entrepreneurs font appel à eux pour des « petites bidouilles » comme de l'aide sur le web. La Mission numérique soutient ces publics tant que les demandes n'entrent pas en concurrence avec des entreprises privées qui seraient, par exemple, susceptibles de fournir un site web complet.

En plus de proposer des ateliers spécifiques répondant à des besoins particuliers comme la musique assistée par ordinateurs, des clubs informatiques sont programmés pour rendre autonomes les habitants. Les rencontres se passent sous forme d'ateliers réguliers, avec ou sans la présence des animateurs : **« On leur met le pied à l'étrier puis on se retire pour les laisser s'entraider. Il suffit de franchir le pas et la peur redescend. L'atelier terminé, rien n'a explosé ! Finalement, je viens seulement une fois sur deux ou trois. »**

<sup>22/23</sup> INSEE, 15 % de la population est en situation d'illectronisme en 2021, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7633654>

<sup>24</sup> INSEE, Commune de Lormes (58145), <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-58145>

<sup>25</sup> INSEE, Département de la Nièvre (58), <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=DEP-58>





Le projet d'inclusion par le numérique se développe sous forme d'archipels avec le Fablab de Clamecy ou l'espace de télétravail de Moulins-Engilbert mais surtout avec le Moulin du Vieux-Pont, à Luzy qui héberge un tiers-lieu numérique. Celui-ci a déjà permis à 70 télétravailleurs de faire usage des box individuels ou de la salle de conférence, il comporte encore un Fablab mais également une ludothèque, un musée et un bistrot.

Aujourd'hui, ces initiatives contribuent à réduire la fracture numérique mais de nouvelles problématiques émergent et questionnent en particulier l'impact environnemental. Les sujets du recyclage et de la sobriété numérique s'imposent et la Mission numérique prévoit des actions de reconditionnement en partenariat avec La Ressourcerie la Fabricole de Corbigny. Les participants se forment, on apprend collectivement les étapes de reconditionnement et on peut repartir avec son propre ordinateur à petit prix.

De son côté, la Coopérative des Savoirs (voir encart page 43) pousse le questionnement : **« Un groupe de construction de savoirs s'est constitué sur la base des enjeux numériques, à l'initiative de deux personnes curieuses de ces sujets, autour de la problématique : peut-on se passer du numérique ? Il y a plein de questions : est-ce qu'on a le choix et pour quels usages ? Avec quels impacts ? Et pourquoi ? Qu'est-ce qu'on fait de nos inquiétudes en termes éducatifs, en termes écologiques, etc. ? Il se profile un truc puissant, qui impose le numérique partout. Donc on avait envie de questionner ça. L'idée n'est pas de répondre oui ou non, mais d'explorer le sujet sous des angles divers au fil de multiples réunions, chercher à mieux comprendre les enjeux, les conséquences de cette numérisation massive et de nos usages, pour cultiver les marges de liberté qui subsistent »**, relaie Marion Bertin Sihr.

## EXPÉRIMENTER, C'EST RÊVER D'UN TERRITOIRE INCLUSIF

A l'occasion de la réunion publique de présentation du projet d'installation du Shuda<sup>26</sup>, certaines réactions ouvertement hostiles ont émergé : **« Il y a eu tout de suite un mouvement de l'extrême droite sur les réseaux sociaux, assez virulent »** commente Jean Dollet, bénévole fondateur du collectif Luzy Hospitalité. Alors, en réaction à ces invectives, le collectif Luzy Hospitalité s'est créé spontanément, **« pour dire que, nous, on est content d'accueillir des gens différents sur notre territoire et que ça nous fait du bien »**.

Parce qu'il met en évidence les clivages entre différentes visions du territoire, ce type de projet est particulièrement difficile à porter mais Jocelyne Guérin, maire de Luzy, n'a fait que mettre en cohérence la parole et les actes : un engagement « Luzy, terre d'accueil » avait été signé dès 2014, concrétisé par l'ouverture du Shuda<sup>26</sup> avec l'accueil de 45 personnes fin 2018. **« Il y a eu appel à candidature de l'État qui cherchait des structures en capacité d'accueillir des demandeurs d'asile. Donc la Fédération des œuvres laïques de la Nièvre, dont c'est la compétence, est venue nous voir en disant : "On aimerait répondre à cet appel à candidature mais on veut le faire avec une ville volontaire et un bailleur social partenaire" raconte Jean Dollet.**

Pourtant les enjeux migratoires dépassent les frontières du Morvan : chaque année, la Cimade accueille dans ses lieux d'accueil en France plus de 110 000 personnes migrantes<sup>27</sup>, réfugiées ou en demande d'asile alors que 2,25 millions de personnes sont arrivées dans l'Union Européenne en 2021<sup>28</sup>. Au niveau mondial, on compte plus de 36 millions de réfugiés. Ils représentent seulement 1,5 % de la population européenne alors que cette part atteint 4,5 % en Turquie<sup>29</sup>.



Les crises et conflits actuels laissent présager d'un monde où ces chiffres continueront de croître.

À Luzy, les réfugiés sont accueillis au Shuda le temps du traitement de leur demande d'asile, c'est une parenthèse dans leur exil. Mais, s'ils sont hébergés, ils n'ont pas droit au travail : **« Maintenir des gens dans une situation comme ça pendant un à deux ans d'attente sans rien faire, ce n'est pas possible. C'est ce qui se passe d'ailleurs en Belgique, en Allemagne, ils donnent tout de suite le droit au travail. Alors les réfugiés demandent à faire du bénévolat pour s'occuper. Ils adorent le club de foot aussi. »** Jean Dollet reconnaît les difficultés d'intégration de ces habitants singuliers : la langue, la culture, l'excès de temps libre et l'impossibilité de travailler créent quelques difficultés pour nouer des contacts. Alors, le collectif Luzy Hospitalité organise des rencontres hebdomadaires autour du jeu, du tricot ou du chant et là, des liens se tissent : **« Depuis peu, il y a une grand-mère qui vient assez régulièrement, qui vit dans les mêmes HLM que le Shuda et ce sont les femmes du Shuda qui l'emmènent, elles l'aiment bien et elles lui proposent de venir aussi pour jouer avec elles. »**

<sup>26</sup> Structure d'Hébergement pour Demandeurs d'Asile, elle a pour objet d'assurer l'hébergement d'urgence et temporaire des demandeurs d'asile en situation précaire dans le département de la Nièvre.

<sup>27</sup> Cimade (Comité Inter-Mouvements Auprès Des Evacués), <https://www.lacimade.org/combien-y-a-t-il-de-personnes-migrantes-en-france/>

<sup>28</sup> Commission européenne, [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-of-life/migration-and-asylum\\_fr](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-of-life/migration-and-asylum_fr)

<sup>29</sup> Commission européenne, [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-of-life/statistics/migration-europe\\_en?prefLang=fr#migration-to-and-from-the-eu](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/promoting-our-european-way-of-life/statistics/migration-europe_en?prefLang=fr#migration-to-and-from-the-eu)



Deux fois par an, le collectif propose une gratiféria<sup>30</sup> : **« C'est le vendredi, les gens amènent les affaires qu'ils veulent donner et le samedi les gens viennent prendre ce qu'ils veulent, c'est ouvert à tout le monde. La gratiféria d'automne, c'est souvent bienvenu quand il commence à faire froid : les anoraks, les manteaux, les chaussures, les chaussettes, etc. »**

Régulièrement, des soirées sont organisées en partenariat avec Sceni Qua Non, le cinéma itinérant de la Nièvre : une projection et un repas permettent à certains de présenter leur pays et leurs coutumes. Un film sera même produit pour mettre en valeur certains témoignages : **« D'une manière générale, on essaye de mieux faire connaître la réalité. Ça ne peut que faire changer d'opinion ou ouvrir les yeux sur la réalité des personnes qui sont accueillies et de la nécessité de les accueillir. Les parcours sont tellement incroyables, tout particulièrement pour les Africains avec la traversée du désert, sans compter ce qui a pu se passer dans leur pays d'origine, qui est souvent assez dramatique et très violent »** poursuit Jean Dollet.

Ces moments festifs et joyeux permettent ainsi de mettre la population du pays luzycois en contact avec ces nouveaux arrivants, même s'il faut avouer que ce sont toujours un peu les mêmes qui viennent et s'investissent. **« Pour la journée 'Luzy village cosmopolite', il y a eu du monde tout le temps, entre 80 et 100 personnes et des gens qui sont restés toute la journée, ça nous a beaucoup étonné. Après c'est plutôt un public de personnes qui sont, entre guillemets, acquises à la cause. »**

Une fois la demande d'asile acceptée, certains restent. Après avoir créé un réseau, expérimenté la vie à la campagne, testé les emplois disponibles dans le coin, dans la restauration, la mécanique ou les métiers du bois, Hassan, Max Hamoud ou Saïdou ont décidé de s'installer pour de bon à Luzy.

D'autres préfèrent partir, ou ne se sentent pas incités à rester, et vont s'installer dans des villes plus grandes, où les opportunités d'emploi sont plus variées et où le quotidien ne dépend pas autant d'une voiture individuelle.

A contrario, lorsque les demandes sont déboutées, la vie devient plus difficile pour ces réfugiés, la parenthèse se ferme. Mais comme dans toutes les villes qui disposent d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile, un collectif citoyen, en l'occurrence l'ACNAM (Association Catholique Nivernaise pour l'Accueil des Migrants), prend le relais : **« A Luzy, on a 5 familles qui sont déboutées et maintenant hébergées soit dans des logements privés soit dans des logements que prête la ville. »**

Même si la cohabitation se passe bien, au quotidien, la question de l'accueil des réfugiés n'est pas solutionnée. Et en réfléchissant à ces problématiques, Jean Dollet aimerait pouvoir proposer des cours de français pour toutes et tous ainsi qu'un parcours d'éducation à la citoyenneté, à la façon de vivre en France, en ruralité, en parlant d'écologie, de condition de la femme, de réchauffement climatique, de tri des déchets, de mobilité lente... Cela pourrait aussi s'adresser à des habitants du cru, en y pensant, et ça permettrait à tous de vivre bien à Luzy et de faire de l'éducation et de l'intégration les valeurs cardinales du vivre ensemble.

<sup>30</sup> Néologisme espagnol qui signifie littéralement « foire gratuite », on peut le traduire par « marché gratuit »

## L'INTÉGRATION

Pour Alessandro et Jean-Claude, le duo d'artistes plasticiens Stella Goldschmit qui a quitté Paris après les confinements pour reprendre le local commercial Au Jardin fleuri à Lormes, « **c'est un effort constant de s'intégrer, d'aller vers les autres, ce ne sera jamais terminé, comme si on était invités.** »

Ce territoire les a attirés par affinités : d'autres amies et amis artistes avaient déjà élu domicile sur la commune et ils ont senti que leur homosexualité ne poserait pas de problème ici. Ils ont fait le choix de limiter la rénovation de leur atelier-galerie, d'en conserver l'identité d'origine. « **Pour l'atelier, on a gardé le nom, la vitrine, le carrelage** » comme une façon de respecter l'esprit des lieux et ne pas arriver en terrain conquis.

Et même si chacun s'accorde désormais à reconnaître que les vitrines pleines de tableaux et de sculptures valent mieux que des vitrines vides, une partie des lormois préfèreraient des commerces de bouche ou des vêtements. Les portes ouvertes des artistes au mois d'août ne font toujours pas l'unanimité mais « **ça va bien depuis qu'ils se rendent compte des retombées économiques : les gens qui viennent et qui consomment grâce aux portes ouvertes.** »



Lacrime Moderne 2023, acrylique sur toile  
diamètre 80 cm © Stella Goldschmit

## EXPÉRIMENTER, C'EST PORTER ATTENTION AUX PLUS ÂGÉS

Andrée Lutreau, première adjointe à la Mairie de Lormes, relaie les complications courantes des personnes âgées : *« Les gens, quand ils commencent à vieillir, ils repartent dans les grandes villes parce que déjà, c'est plus près des médecins. Si vous n'avez pas de transport pour vous emmener chez le médecin, c'est un problème. On a trois docteurs à mi-temps et un qui, dans deux ans, sera en retraite. Malgré Fabien Bazin, président du Conseil départemental, qui fait le maximum, ce n'est pas facile, à la campagne, de faire venir des médecins et surtout des spécialistes. Quand il y a un gros problème, le SAMU vient chez vous, mais pour ce qui est des rendez-vous courants, ce n'est pas toujours facile. »* Il y a donc les questions de santé, de mobilité, d'isolement, entre autres mais heureusement, le quotidien s'enrichit de solidarités concrètes : *« La boutique d'alimentation sur la place sert énormément aux personnes âgées qui habitent côté église ou route d'Avallon parce qu'il y en a qui n'ont plus le permis. Pour aller jusqu'au supermarché, ça leur fait loin. Donc ils viennent souvent sur la place et le gérant de ce petit magasin, il est super sympa, il les aide à porter leurs courses, quand ils sont trop chargés, il leur livre le soir. »*

Pour autant, vu les chiffres et l'ampleur des difficultés prévisibles, la problématique du vieillissement de la population se doit d'être envisagée de façon plus large et ne pas seulement reposer sur des actions individuelles. Ainsi, le Conseil départemental de la Nièvre, détenteur de la compétence autonomie à la personne, s'est appuyé sur le Pays pour mettre en place la mission Mieux vieillir en Nivernais Morvan avec Lila Plet, chargée de mission.

Comme ce territoire aime à le faire, plusieurs structures ont été associées au projet : une école de design pour enrichir cet exercice d'un regard neuf sur le grand âge et la ruralité, et le Collectif Carton Plein par l'intermédiaire de son laboratoire de recherche et de création sur le vieillissement : Vieillir Vivant ! Les étudiants de l'ENSCI se sont immergés pendant deux fois une semaine sur le territoire afin d'identifier et de questionner les façons d'habiter. Au moyen d'enquêtes de terrain auprès des habitants concernés, de l'interview longue filmée au micro-trottoir, l'équipe a tenté de recoller une réalité territoriale à des enjeux nationaux en dessinant avec eux, leur propre place dans la cité. Enfin, explique Lila Plet, le laboratoire Vieillir vivant ! *« nous a accompagné pour, au regard de toute la matière qu'on a récoltée, faire ressortir ce qui était le plus prioritaire sur cette question du vieillissement. »*

Cette première phase a finalement permis de recenser les bonnes idées du territoire, celles qu'on ne connaît pas ou celles sur lesquelles on ne communique pas assez. À partir de là, la question s'est posée : *« Qu'est-ce qu'on peut faire d'autre ? »* Stimulés par cette perspective, les étudiants ont proposé des visions de la maison de retraite du futur, un outil d'auto-diagnostic de la perte d'équilibre, des projets autour du langage avec des personnes aphasiques ou encore des modifications du mobilier urbain sans tout changer.

**ENSCI**  
LES ATELIERS

**ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE  
DE CRÉATION INDUSTRIELLE,  
PARIS**

Extrait du livret de Mission « *Comment mieux vieillir en Pays Nivernais Morvan ?* »

**« À l'ENSCI, on « apprend par le faire » :** on expérimente, on procède par itération, on manie les incertitudes. On apprend à gérer la complexité, à concevoir des usages et des systèmes dans une démarche socialement responsable. »



D'une manière plus large, Lila Plet avance : **« L'enjeu est de questionner les modèles qui persistent y compris la silver economy, d'activer le territoire sur ces thématiques et d'ajouter ces sujets à l'agenda des élus. »** Pour ce faire, un livret a été imprimé pour diffuser les résultats de ce diagnostic auprès de tous les acteurs locaux : des fiches présentent 39 initiatives dans le Nivernais Morvan et ailleurs selon 3 axes forts que sont l'habitat, le lien social et les métiers du soin ; un feuillet rappelle les engagements et propositions de chacun (conseil départemental, agence régionale de santé, etc.).

Reste tout de même une partie prospective, encore assez peu documentée, qui permettrait non seulement de s'interroger sur comment on vit maintenant, mais aussi sur comment on vivra lorsque les températures seront régulièrement plus élevées ou que l'eau sera plus rare par exemple. Répondre à ces questions pour les personnes âgées permet de trouver des leviers qui seront bénéfiques à toutes les générations.

Et maintenant ? **« Dans la phase 2 de la mission, on va mettre en place les engagements des différents partenaires, on va coordonner nos projets. L'objectif est bien que ça ne s'arrête pas à un simple diagnostic, mais qu'on puisse faire un maximum de choses pour mieux vieillir sur un territoire »** annonce Nadège Dupont, directrice du Pays Nivernais Morvan.

## EN CHIFFRES

La part de la population française de plus de 75 ans est aujourd'hui évaluée à 9,4 %, et selon les projections de l'INSEE, elle sera de 14,7 % en 2040<sup>31</sup>, soit une personne sur sept qui aura plus de 75 ans. « On n'échappe pas aux problématiques démographiques qui impactent autant le national que le rural. Au niveau national, on a une population vieillissante. L'impact sur les villes va être bien plus fort qu'en milieu rural puisque chez nous, cette population vieillissante, elle est déjà là. » constate Nadège Dupont, directrice du Pays Nivernais Morvan.

<sup>31</sup> INSEE, Population par âge, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1906664>



"Reprenre corps"

Fatou Fidié 11



## EXPÉRIMENTER, C'EST COOPÉRER POUR RESTER MOBILE

A l'image de tous les territoires ruraux, le nord du Morvan n'échappe pas aux difficultés liées à la mobilité. Par la géographie déjà : le relief est vallonné, les communes sont éloignées les unes des autres et les habitations disséminées.

Dans la Nièvre, les véhicules individuels ou professionnels représentent 81,5 % des trajets quotidiens pour se rendre au travail<sup>32</sup>. Lorsqu'on ajoute l'éloignement des services, des pôles de santé ou des commerces, on comprend à quel point la mobilité est un enjeu quotidien. Il faut aller au supermarché pour les produits de première nécessité et libérer sa demi-journée pour certains rendez-vous médicaux. Stéphane Villain constate : **« En moins de 10 ans, l'Hôtel des Impôts est passé de quelques kilomètres à une heure de route. »** Le vieillissement de la population catalyse ces problématiques : ces personnes sont moins mobiles et ont davantage de besoins. Comme le résumera une habitante sur le marché : **« Sans voiture vous êtes foutus mais, ça c'est le problème des campagnes ! »**

Avec le prix de l'essence qui augmente, les solidarités déjà actives se renforcent : on covoiture entre voisins, on passe chercher les mamies les jours de marché et plusieurs organisations mettent à disposition des véhicules partagés : une voiture peut être louée auprès du Centre Social des Portes du Morvan pour des besoins professionnels, administratifs ou médicaux. Au tiers lieu du Relai-s des futurs, une voiture et un vélo électrique attendent les résidents. Mais pour tout cela, il faut se connaître avant de s'organiser, avoir un pied dans les communautés locales.

C'est en partant de ces constats et d'une envie furieuse de faire du collectif que Stéphane Villain a co-créé l'application TootOtoor avec Valéry Sorriaux, pour la partie technique. Il est persuadé que **« La campagne a un retard d'avance. Il n'y a rien à copier de la ville, il faut créer, inventer. »** Alors il œuvre pour rendre ses aspirations concrètes. Stéphane Villain est ingénieur - graphiste, il a acheté une résidence secondaire à Taconnay qu'il a peu à peu habitée tout au long de l'année. Très investi dans les dynamiques locales, il est engagé dans plusieurs collectifs et associations : président du Festival des petites rêveries, membre du bar associatif Le Local, du festival des Balkans et du collectif les Cultiv'acteurs. Comme il aime à le rappeler : **« On dit qu'il ne se passe rien en ruralité alors qu'il se passe plein de trucs ! »**

En 2021, lors d'une réunion publique sur le thème des nouvelles mobilités, il approche Fabien Bazin alors président du département de la Nièvre : WhatsApp, c'est bien mais il voit plus loin. Son idée reçoit un écho très favorable et ce contact lui permet de rejoindre l'incubateur « le T », de recevoir une aide financière de la Région et de mettre sur pied, en quelques mois, la première version de TootOtoor.



Gare de Corbigny



<sup>32</sup> INSEE, Département de la Nièvre (58), <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=DEP-58>



L'application permet alors essentiellement de mettre en place du covoiturage de proximité : je vais à la gare, je peux prendre quelques passagers dans ma voiture. Mais aussi de proposer du don ou de l'échange d'objets, du temps, de l'entraide, ... L'idée est à la fois de construire des solidarités élargies pour amorcer la transition énergétique sereinement et de lutter contre le sentiment d'abandon : **« C'est un super outil qui permet aux nouveaux arrivants de s'intégrer. Dans toutes les zones où se déplacer est une difficulté quotidienne, créer des liens constitue une solution pérenne et un levier pour mieux vivre ensemble. »**

La qualité de ces liens est soutenue par le principe de gratuité. Stéphane y tient car, sans échange d'argent, on fait appel à une certaine altérité souvent mésestimée, une forme d'entraide naturelle qui ne demande qu'à être réveillée : **« Parfois, on a juste besoin de donner. »**

Le bénéfice écologique n'est pas secondaire : cette application vise à **« s'entraider tout en aidant la planète »**. Et comme le projet est soutenu largement par la région Bourgogne-Franche-Comté, le département de la Nièvre et le Pays Nivernais Morvan, il pourra continuer à se développer en mettant en avant les acteurs et les actions locales, le bio, les circuits courts, les événements culturels, les opérations de troc, les rencontres en présentiel, la création de communautés autour de certaines ressources spécifiques, etc.

L'objectif de **« créer un réseau social numérique qui a de l'écho dans le réel »** est indiscutable : lancée en 2022, l'application dépasse aujourd'hui les 6000 inscrits et, parmi les 5 à 6 demandes ou propositions quotidiennes recensées dans le pays lormois, on y retrouve en quelques minutes plusieurs acteurs rencontrés lors de cette enquête !

Pourtant, le passage par le numérique est compliqué pour les plus anciens et tous les publics éloignés du numérique. Cela fait évidemment partie des écueils possibles du projet mais les utilisateurs convaincus s'entraident ou se forment les uns les autres afin de permettre l'accès de ces fonctionnalités au plus grand nombre. Et pour les gens qui n'ont pas de téléphone portable ? Une version pour ordinateur est dans les cartons.

Le succès rencontré en Bourgogne-Franche-Comté donne l'énergie aux porteurs de ce projet de décliner leur idée sur d'autres territoires et l'application vient de partir à la conquête de la Loire. Pourtant, Stéphane Villain aimerait connaître **« la recette pour créer un nouveau réseau loin des premières graines. On ne sait pas si ça prendra et comment ça prendra ailleurs. On sait qu'il faut atteindre un nombre critique d'utilisateurs à partir duquel le mouvement s'auto-alimente. Seulement, ce chiffre reste encore un mystère. »**

Et son initiative relève tout de même d'impulsions individuelles, les collectivités ont donc un rôle à jouer pour aller au-devant de ces nouvelles mobilités. Certaines initiatives sont en phase de test : le Pays Nivernais Morvan est en train de déployer des véhicules électriques en auto-partage accessibles 24 h sur 24, 7 jours sur 7. Ils seront disponibles au premier trimestre 2025. L'idée est de permettre aux habitants de se passer d'une deuxième voiture ou d'avoir un véhicule à disposition pour les déplacements exceptionnels. Il suffit de réserver en ligne et de prévoir un trajet aller-retour. Le tarif sera particulièrement incitatif.





Passage à niveau à proximité de la gare de Corbigny

Luzy ou Corbigny en train constitue un point d'accès déterminant pour certains publics. **« Comment permettre la desserte du premier et du dernier kilomètre ? Comment je me déplace depuis et vers la gare ? Et de l'autre côté, comment rendre la gare plus vivante, plus agréable, plus accessible pour mieux la relier au centre-bourg ? »**, questionne alors Laura Buck.

Il n'est pas encore certain que ce service rencontrera son public mais c'est bien la méthode ici : **« Il faut qu'on commence par l'action au lieu de proposer un énième diagnostic »** commente Laura Buck, cheffe de projet Mobilités au Pays Nivernais Morvan, parce que les objectifs sont multiples et **« l'enjeu n'est pas seulement de remplacer sa voiture thermique personnelle par une voiture électrique, mais de bien utiliser la voiture électrique qui est sur le territoire »**, de maximiser son temps d'utilisation. Les employés des collectivités s'engagent d'ailleurs à les utiliser dans le cadre de leurs missions, pour montrer l'exemple. En cas de difficultés d'appropriation du service, on envisage de créer un tarif solidaire, d'améliorer la flexibilité et **« si ça ne marche pas à un endroit, on peut le déplacer et on le fera à un autre endroit. »** **Essais-erreurs-ajustements : l'expérimentation est à l'œuvre.**

Pour Laura Buck, la mobilité ne se limite pas à l'automobile. La question de l'attractivité des gares rurales tire avec elle des enjeux de déplacements touristiques et quotidiens mais aussi d'empreinte carbone : **« On a quatre petites gares (Luzy, Corbigny, Clamecy et Cercy-La-Tour) sur le territoire qui sont un atout indéniable qu'il faut absolument soutenir, encourager et développer. »**

Même si le réseau ferré contourne le massif du Morvan et que les petites lignes transverses, dont le bien connu Tacot du Morvan<sup>33</sup>, sont désaffectées, pouvoir atteindre

Pour envisager des solutions intégrées, il faut avoir conscience des enjeux de coopération entre les différents échelons institutionnels. Concrètement, il faut pouvoir **« réparer son vélo, bien garer son vélo à la gare et, à terme, prendre le bus avec son vélo parce qu'il y aura des porte-vélos dans les bus. Et pour ça, on a besoin de la Région. On essaie de porter notre liste de courses à leur connaissance pour voir comment on peut inciter la Région. S'il y a des choses à tester, ils sont preneurs et ils le valorisent. Quand on voit un territoire qui se bouge pour sa gare, là on est un peu plus en haut de la pile. »**

De même, pour que ces gares deviennent des cartes de visite attractives, le Pays a engagé tout un travail avec les communes et les communautés de communes : **« On a fait du design de service, on a animé des démarches participatives, on a fait de l'immersion, on a passé une semaine à la gare pour interroger des gens, évaluer les besoins en accessibilité, imaginer des usages et des services possibles dans les bâtiments de la gare. On essaie de travailler avec la SNCF, la Région, pour faire bouger les lignes. »** Les pistes sont nombreuses : **« Plus de signalétique, des choses un peu ludiques, sympas, de l'art en gare, offrir un espace d'information soigné et joli où on aura relié la totalité des solutions de mobilité »** telles que location de vélos, de scooters, de véhicules électriques, solutions d'autopartage, etc.

<sup>33</sup> « Le tacot » désigne familièrement une ligne de chemin de fer traversant le Morvan à fonctionné entre Corbigny et Saulieu de 1901 à 1939.

À Luzy, Jocelyne Guérin intègre le projet dans le pôle jeunesse et mobilité, dans l'ancien hôtel de la gare: **«On prévoit de faire 7 chambres pour accueillir des jeunes qui arrivent ici pour un stage, un apprentissage et qui n'ont pas d'argent. L'idée c'est de faire comme une colocation avec des espaces communs, une salle de jeux, une salle de restauration, etc.»**

Les projets s'articulent ainsi les uns aux autres pour faciliter les déplacements des habitants et l'intermodalité couvre parfois des micromobilités aussi anecdotiques que réjouissantes : l'association La Bougeotte à Luzy a développé un pedibus pour les trajets scolaires avec plusieurs lignes et grilles horaires ! Il y a quelques mois, Lormes tentait de mettre en place un transport hippomobile des élèves entre l'école maternelle et la cantine qui n'a pu perdurer faute de cocher.

Malgré la vigueur des initiatives, la mobilité reste un enjeu fort pour attirer de nouveaux résidents et Aymeric Seron, ancien coordinateur de la Tisserie, l'admet : **« C'est une très petite ville mais ce n'est pas du tout paumé ! L'un des plus gros défauts, quand même, c'est le manque de connexion aux transports en commun. Mais là encore la citoyenneté et le sens du collectif font qu'il y a des boucles WhatsApp qui se créent et en fait, il y a toujours un copain pour t'emmener ou venir te chercher à la gare si besoin. Ça demande un peu de logistique et il faut s'organiser mais ça se fait. »**



*« Il ne faut pas essayer de copier la ville, mais au contraire créer, inventer en s'appuyant sur les nombreuses qualités de la ruralité. »*

**Stéphane Villain**  
Co-créateur  
de l'application  
TootOtoor



## EXPÉRIMENTER, C'EST REVENIR AU GOÛT

### LOCAL

À la croisée de plusieurs enjeux, la fermeture de la boucherie du centre de Lormes est un sujet épineux. D'abord, elle est symptomatique de la difficulté des petits commerces à survivre et dans ce contexte, les habitants de longue date voient parfois d'un mauvais œil ces néo-ruraux qui apportent avec eux de nouvelles pratiques, en particulier le végétarisme voire le véganisme. Pourtant, ceux-ci renvoient la balle aux premiers : qui préfère faire ses courses dans les centres commerciaux plutôt que de soutenir les commerçants du centre-bourg ? Oui, mais il manque de places pour se garer !

Un petit évènement peut cristalliser tout un tas de problématiques.

Vrac de produits locaux  
sur le marché de Brassy



est aussi une façon de prendre soin de la planète. La viande rouge est un stigmate de ce « prendre soin » : les effets sanitaires (maladies cardiovasculaires, cancers, diabète de type 2, etc.) des charcuteries et viandes transformées sont détaillés par de nombreuses études scientifiques, si bien que l'Organisation Mondiale de la Santé recommande d'en limiter la consommation. Côté environnement, l'ADEME<sup>34</sup> démontre que la surface agricole nécessaire pour nourrir un Français omnivore est jusqu'à quatre fois plus élevée que pour un végétalien.

En l'état actuel des connaissances, réduire sa consommation de viande rouge semble donc relever du bon sens. Pourtant, sur cette terre d'élevage bovin, le sujet peut s'avérer sensible. Plus de 40 % des exploitations agricoles sont spécialisées dans l'élevage de bovins à viande dans la Nièvre<sup>35</sup> et pourtant, cette production est très dépendante des marchés mondiaux et des aides de la PAC<sup>36</sup>. L'enjeu repose alors davantage sur la carte de la consommation locale, durable et de qualité, pour inciter les habitants à mettre de la Charolaise en circuit-court dans leur assiette sans compromettre la filière.

### Les initiatives citoyennes

Ainsi fleurissent des initiatives de vente directe, où le bien manger fait figure d'art de vivre. À Brassy, un groupe de petits agriculteurs se réunit tous les mardis soir à côté de l'église pour vendre du local et du bio à un public élargi, ceux qui ne peuvent pas forcément faire leurs courses le matin en semaine, aux horaires des marchés conventionnels. Le marché se tient par tous les temps et les habitués se font la bise avant d'échanger quelques nouvelles et de repartir avec leurs légumes ou leur fromage de brebis.

De même, un marché de producteurs ouvre chaque samedi à la Ferme de L'Huis Dupin à Gâcogne et l'inventaire des étals chante

**« Que ton alimentation soit ta première médecine »** affirme le dicton populaire. Bien manger est une façon de prendre soin de sa santé et sur un territoire où les médecins se font rares, cet adage pourrait revêtir d'autant plus d'importance. Bien manger

<sup>34</sup> Agence de la transition écologique

<sup>35</sup> DRAAF, Agreste

Bourgogne-Franche-Comté, 2023, [https://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/3-exploitations\\_et\\_main\\_d\\_oeuvre\\_agricole.pdf](https://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/3-exploitations_et_main_d_oeuvre_agricole.pdf)

<sup>36</sup> Politique agricole commune

comme la promesse d'un festin :

*Le bœuf de la ferme et la coppa de cochon  
Les tisanes et chocolats d'Herbalune  
Les légumes de Valentine et Antonio  
Les fromages de chèvre de Pierre  
Le pain et les œufs de Delphine  
Les hydrolats de Marie Trapi Trapan  
Le jus et les pommes de Geert  
Le camion vrac de Livia  
L'ail noir de Fabrice  
Les œufs de David*

La multiplication des points de vente permet de rapprocher les producteurs des consommateurs. *« On a aussi un groupement d'agriculteurs : la Fermille à Saint-Benin-d'Azy qui a ouvert l'année dernière. Il y a un collectif de 5-6 agriculteurs qui découpent, transforment différents produits et qui ont un magasin de producteurs adossé. C'est un bel exemple de projet, entre la communauté de communes qui a acheté les murs et un groupement d'agriculteurs qui exploite les lieux »,* commente Laura Buck.

### La restauration collective

En tant que cheffe de projet Alimentation et Mobilités au Pays, Laura Buck connaît le projet territorial alimentaire sur le bout des doigts et explique comment repenser l'approvisionnement des cantines permettrait une transformation significative du territoire : *« On travaille sur la restauration collective avec une production locale, y compris bio. Ça fait sens pour plein de raisons : circuit court, résilience, débouché économique, attractivité. On n'a pas une grande cuisine centrale, on a différentes petites cantines, où on fait encore du frais. Mais chaque cuisinier doit se rapprocher des producteurs, commander auprès d'eux. De l'autre côté, un producteur n'a pas envie d'approcher 15 cuisines, avec un risque sur la fiabilité des commandes. Notre idée, c'est de créer un service d'approvisionnement pour la restauration collective en produits locaux pour faciliter la vie et rendre un vrai service*



*aussi bien au gestionnaire et au cuisinier qu'au producteur. On aurait un interlocuteur unique. Avec cet interlocuteur, je suis sûre d'avoir quelqu'un au téléphone, je prends la commande, j'émets des bons de commande, j'organise la livraison, la facturation et le service après-vente. Ça, c'est le projet. Il s'agit d'un projet mené conjointement par les quatre PAT de la Nièvre, à savoir le département en tant que pilote, les deux pays et l'agglomération de Nevers. On a bon espoir. Si on veut vraiment faire des circuits courts dans les cantines, c'est ce qu'il faut faire. »*

Et pour revenir sur le sujet de la viande, la reprise d'activité à l'abattoir de Corbigny<sup>37</sup> représente un enjeu particulier : seul 6 % des bovins sont abattus dans la Nièvre<sup>38</sup>. En effet, la valorisation des produits agricoles est traditionnellement réalisée à l'extérieur du territoire. Alors, pour Laura Buck, le sujet des infrastructures – de transformation, de commercialisation – constitue un chantier majeur : *« La réouverture ou la modernisation de l'abattoir de Corbigny, c'est très important pour avoir un outil de proximité. Il a fermé et donc il y a eu une prise en main par la collectivité : le département, le pays, la communauté de communes et la commune »,* avec ses emplois non délocalisables.

<sup>37</sup> Dans la même dynamique que ce qui a été fait autour de l'abattoir d'Autun

<sup>38</sup> Département Nièvre, 2023, <https://nièvre.fr/2023/06/29/la-nievre-veut-muscler-sa-filiere-viande/>



## L'autonomie en ligne de mire ?

Enjeux économiques, enjeux sanitaires, enjeux de mobilité et d'habitabilité, il est clair que l'alimentation touche au cœur des problématiques de transitions, alors les collectivités n'hésitent pas à se fixer des objectifs audacieux, Jocelyne Guérin ne s'en cache pas : *« L'objectif, que tout le monde connaît, c'est le développement d'un modèle économique agricole de la production à la transformation jusqu'à la consommation et la vente directe. C'est un projet grâce auquel dans 4-5 ans, on sera autonome au niveau de l'alimentation. Déjà, on a un abattoir avec, depuis quelques années, un atelier de transformation, une salle de découpe, de la vente directe et une organisation par contrats avec les agriculteurs locaux. Les gamins du collège, ils mangent la viande des bêtes élevées à 10 km à la ronde ! Donc pour la viande et la charcuterie, on est à 100 %. »*

Et pour les légumes, Laura Buck explique : *« On a aujourd'hui un espace test à Luzu, porté par la commune. Le pays a permis d'avoir des financements et accompagne la démarche, avec le département. C'est un maraîcher qui s'installe sur un terrain communal, avec des équipements et des aménagements qui sont là : c'est comme un incubateur, une pépinière pour tester son activité. Et au bout de trois ans, il va se demander s'il reste ou pas. »* Luzu s'organise.

En effet, le risque de rupture d'approvisionnement alimentaire préoccupe largement : *« Un autre petit groupe de construction de savoirs se penche sur l'alimentation et l'agriculture : les questions agricoles nous concernent avec les mutations professionnelles, avec l'accès au foncier, avec les départs en retraite, avec toutes ces questions qui vont bouleverser et qui bouleversent déjà le secteur, et les paysages aussi. »* signale Marion Bertin Sihr, coordinatrice à la Coopérative des Savoirs.

Nadège Dupont confirme : *« Cette question de l'autonomie de la population, de l'autonomie énergétique, de l'autonomie en matière d'alimentation, etc. Dans un territoire comme le nôtre, c'est important de pouvoir être le plus autonome possible. C'est une réalité : on a près de chez nous, en circuits courts, des tas de choses pour ne pas aller chercher ailleurs quelque chose qu'on pourrait produire sur place, il y a des choses à faire sur ces sujets-là. »*



## EXPÉRIMENTER, C'EST TRANSMETTRE DES SAVOIRS

La résilience des écosystèmes bocagers repose sur la santé des haies : elles constituent des habitats naturels et des corridors écologiques irremplaçables mais elles ont aussi des effets sur la stabilisation des sols, le stockage du carbone et la régulation des vents.

Haies dans le Morvan



### EN CHIFFRES

42 % de linéaires de haies ont été arrachés entre 1940 et 2013 en Bourgogne, avec une accélération depuis 2017 pour atteindre 23 571 km/an perdus en France. Pourtant, de nombreuses actions sont menées pour encourager les replantations. On pense en particulier au volet haies du Plan de relance dont Alterre a assuré l'animation et qui a permis la plantation de 400 km de linéaire de haies en 3 ans<sup>39</sup>.

<sup>39</sup> Alterre BFC, Repères N°88, Les superpouvoirs de la haie : avenir de nos territoires, <https://www.calameo.com/read/005248406f57bcae64a73?page=3>

De son côté, le Parc naturel régional du Morvan dont les enjeux sont principalement la préservation des ressources (l'eau, la biodiversité, les patrimoines au sens large et les paysages) organise, depuis 2009, en fin d'hiver, des ateliers de transmission d'un savoir-faire séculaire : la plèchie ou l'art de tresser des haies. Cette technique d'entretien consiste à inciser, coucher et entrelacer des branches vivantes entre des pieux afin de former une clôture. **Cette pratique favorise la reprise de la végétation et stimule les services écosystémiques rendus par le bocage.**

La trentaine d'ateliers et de manifestations proposés pendant le "mois de la plèchie" ont été récemment avancés dans la saison pour respecter les évolutions des cycles de végétation liées au changement climatique. Ils sont animés dans les communes volontaires par d'anciens paysans locaux, **« d'anciens agriculteurs qui ont, pour certains, été dans l'agriculture intensive, et qui parfois en sont revenus »**. Ils se sont maintenant réunis dans l'association des Plêcheux du Morvan pour perpétuer et transmettre la technique de haies plessées. Le savoir-faire traverse ainsi les générations.

La fréquentation de cet évènement (400 personnes par an !) traduit un engouement significatif, qui ne se dément pas d'année en année. Les équipes du Parc recueillent des retours variés du public : **« Plusieurs personnes sont revenues vers nous en nous montrant des photos de plèchies qu'elles ont faites chez elles, toutes seules plutôt que de tailler leur haie classiquement. J'ai vu aussi d'autres ateliers essaimer de-ci de-là, par des personnes qui ont testé au Parc et veulent retransmettre. Ce que j'observe également de façon grandissante, ce sont des personnes qui viennent nous voir car elles ont essayé par des tutos sur internet et n'y arrivent pas. Elles souhaitent donc un atelier pratique. On se dit alors qu'il y a un attrait grandissant pour ces techniques. »**



### Diversité paysagère et conservation du patrimoine

Cette démarche s'inscrit, pour le Parc, dans une vision intégrée des problématiques actuelles qui fait système et ne laisse aucune thématique isolée des autres : **« On a recomposé le pôle Éducation Patrimoine en se disant que ça n'avait pas de sens dans notre récit de l'histoire du Morvan, de séparer le patrimoine culturel et les patrimoines naturels. Quand on parle du flottage, inévitablement, on va parler des cours d'eau et de la forêt. Quand on parle de la prairie, inévitablement, on va parler du bocage, de la haie, de la pléchie et des murets en pierres sèches. »**

Et dans cette dynamique, Maud Marchand, responsable du pôle Éducation Patrimoine, précise **« On resserre ces dernières années sur la transmission des savoirs qui ont du sens encore aujourd'hui et qui en auront à l'avenir. Parce que ce ne sont pas des savoirs folkloriques, ce sont des savoirs qui ont maintenant encore un impact positif sur le paysage, sur l'aménagement du territoire, sur la biodiversité et, on l'espère, aussi sur l'adaptation au changement climatique. »**

La transmission du geste et de la mémoire est essentielle, pour éviter une **« situation de " trou entre générations " nous ayant fait perdre d'autres savoir-faire qui pourraient nous aider à nous adapter. »**

Dans ses actions, le Parc reste néanmoins prudent sur le choix des savoir-faire à transmettre, notamment sur le sujet préoccupant de l'eau : **« Dans le Morvan, comme le sol granitique retient très peu l'eau, les paysans ont longtemps creusé des mares et des étangs artificiels pour la stocker. C'est une solution qui paraît pragmatique et de bon sens, mais aujourd'hui, on en sait beaucoup plus sur les conséquences écologiques et hydrographiques des retenues d'eau, et le climat change. Dans ce contexte, on ne peut pas aujourd'hui simplement perpétuer cette habitude sans réflexion et concertation préalables, au cas par cas. »** Finalement, **« il n'est pas question de perpétuer tous les savoir-faire au seul prétexte qu'ils sont anciens »** mais le tressage des haies présente beaucoup trop d'avantages pour se laisser oublier.

Et à travers cette réappropriation des tâches manuelles, se dessine un engagement renouvelé des habitants sur leur territoire : **« Ce qu'on a envie de faire dans la maison des hommes et des paysages et lors des ateliers de l'écomusée par exemple, ce n'est pas juste de raconter l'histoire, c'est de mettre les gens en capacité de faire eux-mêmes des choses, que les gens réapprennent, se réapproprient ces savoirs de bon sens. Faire des manches d'outils, réaiguiser des outils anciens, savoir plécher, savoir monter de la pierre sèche, pour nous c'est ça qui va avoir beaucoup de sens dans les prochains temps : ce que les gens se sentiront investis et capables de faire par eux-mêmes. »**

La coopérative des savoirs : créer des occasions d'apprendre avec les autres, d'apprendre des autres et par les autres



« Il y a, non pas une tradition, mais une méthode de travail qui s'est mise en place sur le territoire avec cette volonté d'expérimenter, de se laisser la possibilité de tester et d'échouer aussi, ou de réussir. »

 **Christian Paul**

Réunion des membres du bureau  
à la coopérative des savoirs

## LA COOPÉRATIVE DES SAVOIRS NIVERNAIS MORVAN, UNIVERSITÉ POPULAIRE ET BUISSONNIÈRE

### Association basée à Brassy

**Objectifs :** Faciliter la rencontre, provoquer des événements ou des manières de se rencontrer pour apprendre des choses ensemble, apprendre avec les autres, apprendre des autres, aux autres et par les autres.

**Origine :** Université des bistrots, menée par le TêAtr'éprouvète avec Jean Bojko et qui organisait des conférences sous forme de cycles tous les vendredis soir dans des lieux populaires, de convivialité

**Activités :** conférences, café-débats, ateliers, animation d'un réseau d'échanges réciproques de savoirs, groupes de construction de savoirs, Fête des Savoirs, etc.

**Membres :** 300 bénévoles d'activités « qui viennent constituer l'association en amenant leurs sujets »

**Financements :** CAF, Département de la Nièvre, MSA, Région Bourgogne-Franche-Comté, Fédération des Œuvres Laïques de la Nièvre, Commune de Brassy.

**Essaimage en cours :** constitution d'équipes locales de la Coopérative des savoirs dans les secteurs de Saint-Saulge et alentours, Moulins-Engilbert et Clamecy



ZOOM SUR



Le parcours que l'on vient de faire sur ce territoire, c'est sûrement Aymeric Seron, ex-coordonateur des Tiers-lieux à Lormes qui l'a résumé le mieux : **« On a vraiment adoré Lormes dès les premières visites, parce que c'est vraiment un super équilibre entre la proximité avec la nature, le Morvan avec ses petites montagnes, ses lacs, ses rivières, etc. et le contenu plutôt "citadin", avec toute la composante artistique, le milieu associatif qui est hyper riche. Et le soutien de la mairie quand même, parce que c'est vrai, quand on dit que tout est possible. Alors pas forcément financièrement, mais elle est au moins présente dans l'aide à l'implantation, tout ce qu'ils peuvent faire pour aider, ils le font... C'est vrai que c'est hyper facilitant. »**

On le voit à travers les exemples développés au fil de ce récit : les initiatives répondent à des problématiques variées qui couvrent tout le spectre des enjeux socio-environnementaux. Les propositions se complètent et se répondent et Christian Paul fait valoir la palette d'actions lancées tous azimuts : **« Franchement, je pense qu'on touche à tous les sujets. Aujourd'hui dans cette commune, on coche quand même beaucoup de cases. »** Les tentatives de recomposer un « vivre en ruralité » à partir des initiatives croisées des habitants et des institutions semble en effet s'avérer fructueux.

Pourtant, il reste des zones d'ombre, des sujets qui peinent à trouver leur résolution : comment réduire les délais d'attente pour les rendez-vous médicaux et rendre les spécialistes plus accessibles ? Comment retenir les étudiants alors que l'offre de formation est déficiente ? Que faire des projets sans visée sociale ni écologique, comme l'aménagement d'un tennis couvert ? Comment valoriser les déchets lorsque de grands travaux de réhabilitation sont engagés ? Comment changer profondément les mobilités quand les habitants focalisent sur le manque de places de parking dans

le centre-bourg ? De fait, l'écologie n'a aujourd'hui pas bonne presse.

### Alors comment faire ?

Il faut savoir jouer de la transversalité, comme l'explique Maud Marchand, au Parc : **« On a des interlocuteurs très à l'écoute, auprès desquels on fait valoir l'importance de ces pratiques culturelles pour la biodiversité, l'environnement, la structuration des paysages : ce qui nous a permis de trouver des sources de financements complémentaires. Ce qui est plaisant, c'est de voir que présenter cette approche, l'argumenter, y compris tout simplement dans des demandes de subventions, fait évoluer nos interlocuteurs dans leur perception des croisements entre environnement et patrimoine. »** On avance ainsi à petits pas, en faisant bouger les lignes et vaciller les préjugés.

Pour le maire de Lormes, c'est sur les actes qu'on mesurera les progrès : **« Nous sommes embarqués dans une transition écologique qui dira d'autant mieux son nom qu'elle aura quelques réalisations concrètes à montrer. On pourra dire : "la transition écologique, ce n'est pas un slogan stratosphérique". Mais voilà, là pour l'instant, on a des choses à réaliser, il y a un réseau de chaleur et dans les constructions - que ce soit du logement, des équipements sportifs - à chaque fois qu'on peut, on met du bois local. »**

Sans doute une approche globale, transverse et consolidée, parfois déficiente, permettrait de soutenir une vision plus ambitieuse : **« Il faut faire beaucoup plus. Au-delà des initiatives d'un pays, d'une commune, avoir une vraie politique rurale du côté de l'État et du côté de la Région, ça ne serait pas du luxe. Un poste en ingénierie, ça permet de sortir des dossiers, ce n'est pas inutile. On a des contrats de pays mais tout ça reste assez velléitaire et pas à la hauteur des besoins. On a besoin de la Région et surtout,**

*la stratégie n'est pas assez partagée », déplore Christian Paul et il ajoute : « Il faut du durable aussi, vous voyez et donc il ne faut pas se fragiliser en considérant que, sur tous les sujets, on est dans la méthode expérimentale. »*

En tout état de cause, Nadège Dupont répond à la question « *Quelle place tient l'écologie dans vos démarches ?* » par la formule « *peut mieux faire.* » Et de mieux faire, beaucoup en ont envie.

**Ce territoire est doté de gens motivés et compétents, déjà rodés à la gestion du changement et qui ont fortement conscience de ces enjeux.** De surcroît, l'attractivité intrinsèque du Morvan fait que les collectivités sont peu soumises aux problèmes de turn over. Il semble donc facile de porter une vision de long terme.

### Comment faire système ?

Reste alors seulement à donner à ces initiatives une dimension systémique plutôt que de les envisager comme une juxtaposition de solutions à des points de friction spécifiques, à des problèmes isolés.

Le sujet de la déforestation par exemple, pris en main par le groupement forestier du Chat sauvage sur sa portion de territoire, ne peut pas s'affranchir des questions soulevées par une demande croissante, stimulée par la décarbonation du secteur de la construction : faudra-t-il continuer à ravager les forêts pour construire des bâtiments vertueux ?

Les solutions inspirantes croisées dans ce Repères constituent une base solide, diversifiée, éprouvée entre lesquelles on peut tisser un maillage serré pour élaborer une vision systémique résiliente, partagée et ambitieuse du territoire à moyen et long terme.

En d'autres termes, il ne suffit pas de régler les problèmes tels qu'ils se présentent aujourd'hui, il faut se projeter dans un contexte de franchissement des limites planétaires, d'un climat plus chaud et plus instable, avec une biodiversité appauvrie : comment vivrons-nous dans une France à +2° et à quelles nouvelles situations devrons-nous faire face ?

En tirant le fil des propositions existantes et des constats partagés pour en faire émerger les controverses et les résoudre collectivement, on pourra les entrelacer les unes aux autres. Il sera néanmoins nécessaire, en parallèle, d'aider les habitants à se projeter dans un avenir enthousiasmant par la co-construction de récits prospectifs. Mobiliser les imaginaires donne l'énergie de s'investir dans des changements parfois compliqués.

Comme l'a suggéré Christian Paul, le territoire pourra peut-être se baser sur le travail d'Alterre dans cette publication pour revendiquer un projet de transition socio-écologique systémique « *porté comme un étendard* » : « *On gagnerait à un moment donné, et peut-être d'ailleurs avec vous, Alterre, on gagnerait à avoir vraiment une expression très complète de cette transition écologique. Je reconnais qu'il y a un moment où il faudra être plus explicite, plus construit, y compris parce que les faits, dans le monde rural, et notamment à Lormes, sont extrêmement têtus. Les forêts meurent pendant les canicules, on est obligé de rationner la ressource en eau, un été sur deux. Voilà, il existe des sujets de cette nature-là qui font que, à un moment donné, on peut s'appuyer sur la réalité pour dire que tout ce qu'on fait, c'est la transition écologique.* »

# MERCI!

**FRÉDÉRIC BEAUCHER** : président du groupement forestier citoyen du Chat sauvage

**MARION BERTIN SIHR** : coordinatrice à la Coopérative des Savoirs, membre du réseau d'échanges réciproques de savoirs

**OLIVIER BERLAND, LOUIS CHÂTEAU, ISABELLE CIVETTE ET VÉRONIQUE LEBOURGEOIS** : pôle Territoire du Parc Naturel Régional du Morvan

**JUSTINE BOUTEILLE-MARÉCHAL** : secrétaire générale de la Mairie de Lormes

**LAURA BUCK** : cheffe de projet Alimentation, Mobilités au Pays Nivernais Morvan

**MATHIAS CORTHAY** : responsable de la cellule d'animation agro-environnementale intercommunale basée à Clamecy

**FABRICE DAVAL** : directeur de l'EBE (Entreprise à But d'Emploi) des Vaux d'Yonne

**JEAN DOLLET** : bénévole-fondateur du collectif Luzy Hospitalité

**NADÈGE DUPONT** : directrice du Pays Nivernais Morvan

**AMÉLIE FICHAN** : cheffe de projet Comité Locale pour l'Emploi à la Mairie de Lormes

**LOUISIA GEORGES** : cheffe de projet Petite Ville de Demain à la Mairie de Lormes

**JOCELYNE GUÉRIN** : maire de Luzy, vice-présidente du Conseil départemental de la Nièvre, présidente de Nièvre Aménagement

**SONIA LABOUREAU** : directrice du Centre social intercommunal des Portes du Morvan, à Lormes

**BENOIT L'HERMITTE** : coordinateur de l'expérimentation TZCLD pour la Grappe, le réseau Nivernais pour le droit à l'emploi

**ANDRÉE LUTREAU** : première adjointe à la Mairie de Lormes

**MAUD MARCHAND** : responsable du pôle Éducation – Patrimoines, Parc Naturel Régional du Morvan

**PATRICK MARMION ET SON ÉQUIPE** : Mission Numérique du Pays Nivernais Morvan

**CHRISTIAN PAUL** : maire de Lormes, président du Pays Nivernais Morvan, ancien député

**JEAN ET JACQUELINE PIGENET** : association de randonnée Ruisseaux et Collines

**LILA PLET** : ancienne chargée de mission Mieux Vieillir en Pays Nivernais Morvan

**AYMERIC SERON** : ancien chef de mission tiers-lieux / ancien coordinateur de la Tisserie pour la commune de Lormes

**ALESSANDRO ET JEAN CLAUDE STELLA GOLDSCHMIT** : duo d'artistes Stella Goldschmit, Au jardin fleuri, à Lormes

**STÉPHANE VILLAIN** : créateur de l'application TootOtoor

**Et toutes celles et tous ceux** dont les mots n'auront pas été retranscrits dans ces pages.

# MERCI





Publication d'**Alterre Bourgogne-Franche-Comté**  
La Bourdonnerie – 2 allée Pierre Lacroute – 21000 Dijon  
Tél. 03.80.68.44.30 – Courriel : [contact@alterrebfc.org](mailto:contact@alterrebfc.org)

*Site internet :*

**[www.alterrebourgognefranchecomte.org](http://www.alterrebourgognefranchecomte.org)**

*Facebook :*

**[www.facebook.com/AlterreBFC](https://www.facebook.com/AlterreBFC)**

*LinkedIn :*

**[www.linkedin.com/company/alterrebfc](https://www.linkedin.com/company/alterrebfc)**

*Directeur de la publication :*

**Jean-Marc Réty**

*Coordination, rédaction :*

**Camille Jaffard**

*Ont également collaboré :*

**Antoine Lagneau, Fabienne Lapiche-Jaouen, Axel Othelet**

*Photos de couverture :*

**Mairie de Lormes et Alterre Bourgogne-Franche-Comté**

*Relecture :*

**Alterre Bourgogne-Franche-Comté**

*Crédits photographiques :*

**Alterre Bourgogne-Franche-Comté** si non précisé

*Imprimé par :*

**S2E Impressions**

sur papier recyclé

**ISSN 1957-1798**

**Dépôt légal 4e trimestre 2024**

*Conception graphique :*

**JPM Partner • [jpm-partner.com](http://jpm-partner.com)**



La reproduction des informations contenues dans Repères est autorisée à condition d'en mentionner la source et l'origine. Alterre Bourgogne-Franche-Comté demande à toute personne utilisant ou reproduisant ces informations dans un document de bien vouloir lui en adresser un exemplaire.

AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DE :

